

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3001

[C — 2007/27096]

31 MAI 2007. — Décret relatif à la participation du public en matière d'environnement (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la directive 2003/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 mai 2003 prévoyant la participation du public lors de l'élaboration de certains plans et programmes relatifs à l'environnement et modifiant, en ce qui concerne la participation du public et l'accès à la justice, les directives 85/337/CEE et 96/61/CE du Conseil, en ce qui concerne la détermination de règles communes de participation du public à l'élaboration de plans et programmes relatifs à l'environnement et au processus décisionnel d'activités particulières.

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives à la participation du public à l'élaboration de plans et programmes relatifs à l'environnement et au processus décisionnel d'activités particulières*

Art. 2. Dans le titre I^{er} de la partie Ire du Livre Ier du Code de l'Environnement, il est inséré un article D.5-1 libellé comme suit :

« Art. D.5-1. § 1^{er}. Une ou plusieurs communes peuvent engager un conseiller en environnement. Celui-ci est une personne de contact et d'information pour la population sur toutes les questions relatives à la protection de l'environnement.

Dans le cadre des mécanismes de participation du public à l'élaboration de plans et programmes relatifs à l'environnement et au processus décisionnel concernant des projets, le conseiller en environnement assume les tâches qui lui sont confiées par le présent Code.

§ 2. Tout conseiller en environnement est titulaire d'un diplôme universitaire ou de l'enseignement supérieur de type long, complété d'une formation en environnement, ou dispose d'une expérience professionnelle en environnement de cinq ans minimum.

§ 3. Le Gouvernement peut octroyer une subvention, dans les limites des crédits disponibles, lorsqu'une commune ou plusieurs communes limitrophes ou une association de communes en font la demande pour l'engagement ou le maintien de l'engagement d'un conseiller en environnement. »

Art. 3. L'article D.6 du Livre Ier du Code de l'Environnement est remplacé par la disposition suivante :

« Art. D.6. Au sens du présent Code, il faut entendre par :

1° auteur du plan ou du programme : l'autorité qui initie l'élaboration d'un plan ou d'un programme ou, à défaut, l'autorité compétente;

2° autorité compétente : tout organe délibérant ou non, doté ou non de la personnalité juridique, chargé d'une mission de service public et habilité soit à statuer sur la demande d'autorisation d'un projet, en ce compris l'autorité compétente sur recours, soit à adopter un plan ou un programme;

3° CWATUP : le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

4° CWEDD : le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable tel que visé à la partie II du présent Livre;

5° déclaration : l'acte visé à l'article 1^{er}, 2°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

6° déclaration environnementale : la partie de la décision d'adoption ou d'approbation d'un plan ou d'un programme ou le document accompagnant cette décision qui résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan ou le programme et dont le rapport sur les évaluations environnementales, les observations et avis émis par les instances et le public consultés, ont été pris en considération, ainsi que les raisons du choix du plan ou du programme tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées;

7° demandeur : la personne qui sollicite l'autorisation d'un projet;

8° étude d'incidences : l'étude scientifique réalisée par une personne agréée dont l'objet est d'identifier, décrire et évaluer de manière appropriée, en fonction de chaque cas particulier, les effets directs et indirects, synergiques ou cumulatifs, à court, moyen et long termes, permanents et temporaires, d'un projet sur l'environnement, et de présenter et évaluer les mesures envisagées pour éviter, réduire les effets négatifs du projet sur l'environnement et, si possible, y remédier;

9° information détenue par une autorité publique : toute information environnementale qui est en la possession de cette autorité et qui a été reçue ou établie par elle;

10° information détenue pour le compte d'une autorité publique : toute information environnementale qui est matériellement détenue par une personne physique ou morale pour le compte d'une autorité publique;

11° information environnementale : toute information, détenue par une autorité publique ou pour son compte, disponible sous forme écrite, visuelle, sonore, électronique ou toute autre forme matérielle, concernant :

a. l'état des éléments de l'environnement, tels que l'air et l'atmosphère, l'eau, le sol, les terres, les paysages et les sites naturels, y compris les biotopes humides, les zones côtières et marines, la diversité biologique et ses composantes, y compris les organismes génétiquement modifiés, ainsi que l'interaction entre ces éléments;

b. des facteurs, tels que les substances, l'énergie, le bruit, les rayonnements ou les déchets, les émissions, les déversements et autres rejets dans l'environnement, qui ont ou sont susceptibles d'avoir des incidences sur les éléments de l'environnement visés au point a.;

c. les mesures, y compris les mesures administratives, telles que les politiques, les dispositions législatives, les plans, les programmes, les accords environnementaux et les activités ayant ou susceptibles d'avoir des incidences sur les éléments et les facteurs visés aux points a. et b., ainsi que les mesures ou activités destinées à protéger ces éléments;

d. les rapports sur l'application de la législation environnementale;

e. les analyses coûts-avantages et autres analyses et hypothèses économiques utilisées dans le cadre des mesures et activités visées au point c.;

f. l'état de la santé humaine, la sécurité, y compris, le cas échéant, la contamination de la chaîne alimentaire, le cadre de vie, le patrimoine, pour autant qu'ils soient ou puissent être altérés par l'état des éléments de l'environnement visés au point a., ou, par l'intermédiaire de ces éléments, par l'un des facteurs, mesures ou activités visés aux points b. et c.;

12° notice d'évaluation des incidences sur l'environnement : le document reprenant les principaux paramètres écologiques du projet et mettant en évidence ses effets sur l'environnement;

13° plans et programmes : décisions, à l'exclusion de celles visées au CWATUP, ainsi que leurs modifications, ayant pour objet de déterminer soit une suite ordonnée d'actions ou d'opérations envisagées pour atteindre un ou plusieurs buts spécifiques en rapport avec la qualité de l'environnement, soit la destination ou le régime de protection d'une ou plusieurs zones ou d'un site notamment afin de définir le cadre dans lequel peut y être autorisée la mise en œuvre d'activités déterminées, et qui :

a. sont élaborées et/ou adoptées par une autorité au niveau régional ou local, ou élaborées par une autorité en vue de leur adoption par le Parlement ou par le Gouvernement wallon;

b. et sont prévues par des dispositions décrétales, réglementaires ou administratives;

14° permis d'environnement : la décision visée à l'article 1^{er}, 1°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

15° permis unique : la décision visée à l'article 1^{er}, 12°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

16° projet : toute opération, activité, ouvrage, construction, démolition, transformation, extension ou désaffectation d'installations modifiant l'environnement, dont la réalisation est envisagée par une personne physique ou morale, de droit public ou privé et est subordonnée à autorisation préalable;

17° public : une ou plusieurs personnes physiques ou morales, ainsi que les associations, organisations et groupes rassemblant ces personnes;

18° participation du public : la possibilité pour le public d'intervenir lors d'une enquête publique et, le cas échéant, la réunion d'information ou de concertation, la prise en compte des résultats de cette consultation du public lors de la prise de décision, ainsi que la communication d'informations sur la décision d'adopter un plan ou un programme ou d'autoriser un projet;

19° rapport sur les incidences environnementales : la partie de la documentation relative au plan ou programme mettant en évidence ses effets sur l'environnement;

20° résumé non technique : le document présentant les principaux résultats de l'étude d'incidences ou du rapport sur les incidences environnementales, une synthèse des impacts du plan, programme ou projet sur l'environnement, une présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire les effets négatifs du projet sur l'environnement et, si possible, y remédier;

21° système d'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement : l'élaboration d'un rapport sur les incidences environnementales, la réalisation de consultations, la prise en compte dudit rapport lors de la prise de décision et la participation du public;

22° système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement : l'ensemble des procédures des dispositions décrétales et réglementaires de la présente partie organisant, préalablement à tout permis, la prise en considération comme élément de décision des incidences des projets sur l'environnement. »

Art. 4. L'intitulé de la partie III du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est remplacé par l'intitulé suivant : « Information, sensibilisation et participation du public en matière d'environnement ».

Art. 5. Dans la partie III du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, est inséré un titre III rédigé comme suit :

« Titre III. — Participation du public en matière d'environnement

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Section 1^{re}. — Classification des plans, programmes et projets

Art. D.29-1. § 1^{er}. Pour l'application du présent titre, les plans, programmes et projets dont l'adoption, l'approbation ou l'autorisation comporte une phase de participation du public, à l'exception des plans, schémas et rapports visés au CWATUP, ainsi que des plans urbains ou communaux de mobilité, sont classés en quatre catégories.

§ 2. Relèvent de la catégorie A.1, les plans ou programmes suivants :

1° le plan d'environnement pour le développement durable prévu à l'article D.37;

2° les programmes sectoriels prévus à l'article D.46, alinéa 1^{er};

3° les plans et programmes, couvrant l'ensemble du territoire wallon, pour la qualité de l'air adoptés en exécution de la loi du 28 décembre 1964 sur la pollution atmosphérique;

4° les plans et programmes, couvrant l'ensemble du territoire wallon, en matière de lutte contre le bruit adoptés en exécution de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

5° le plan des centres d'enfouissement technique prévu à l'article 24 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

6° les conventions environnementales prévues à l'article D.82.

§ 3. Relèvent de la catégorie A.2, les plans ou programmes suivants :

1° les plans et programmes soumis à évaluation des incidences sur l'environnement conformément à l'article D.53 pour autant qu'ils ne soient pas déjà visés sous le paragraphe 2;

2° les plans et programmes, autres que ceux visés au paragraphe 2, 3°, pour la qualité de l'air adoptés en exécution de la loi du 28 décembre 1964 sur la pollution atmosphérique;

3° les plans et programmes, autres que ceux visés au paragraphe 2, 4°, en matière de lutte contre le bruit adoptés en exécution de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

4° les parcs naturels prévus à l'article 1^{er} du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels;

5° les désignations et les révisions des désignations des sites Natura 2000 visées par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

6° les déclassements des sites Natura 2000 visés par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

7° les périmètres d'incitation autour des sites Natura 2000 visés par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

§ 4. Relèvent de la catégorie B :

a. les plans ou programmes suivants :

1° les plans et programmes visés à l'article D.53, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéa 2, qui ont été exemptés de l'évaluation des incidences sur l'environnement;

2° les zones de prévention prévues à l'article D.172 du Livre II du Code de l'Environnement;

3° les zones de surveillance prévues à l'article D.175 du Livre II du Code de l'Environnement;

4° les zones de prévention destinées à recevoir un statut de protection en fonction des contraintes environnementales particulières auxquelles elles peuvent être soumises, prévues à l'article D.177, alinéa 2, 1°, du Livre II du Code de l'Environnement;

5° les programmes visant à réduire les épandages visés à l'article D.177 du Livre II du Code de l'Environnement;

6° les déclarations d'utilité publique de l'établissement d'installations de production ou de distribution d'eau ou de collecte ou d'assainissement des eaux usées prévues à l'article D.223 du Livre II du Code de l'Environnement;

7° les décisions relatives au classement des cours d'eau non navigables prévues aux articles 3 et 4 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

8° les plans et arrêtés d'expropriation prévus à l'article 8 du décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

9° l'aménagement des réserves forestières prévu par l'article 22 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

10° les plans de gestion d'une réserve naturelle domaniale prévus par l'article 14 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

11° les aménagements prévus par le titre IV du Code forestier;

b. les projets suivants :

1° les projets soumis à étude d'incidences sur l'environnement conformément aux articles D.66, § 2, et D.68, §§ 2 et 3;

2° les permis de recherche et les concessions de mine visés respectivement aux articles 6 et 13 du décret du 7 juillet 1988 sur les mines;

3° les permis de valorisation de terrils visés à l'article 4 du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils;

4° les permis pour la recherche et l'exploitation des roches bitumineuses, du pétrole et des gaz combustibles visés respectivement aux articles 1^{er} et 2 de l'arrêté royal n° 83 du 28 novembre 1939 relatif à la recherche et à l'exploitation des roches bitumeuses, du pétrole et des gaz combustibles;

5° l'octroi des droits d'occupation et d'exploitation des terres d'autrui prévu à l'article 6 du décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

6° l'autorisation d'exécution des travaux extraordinaires d'amélioration ou de modification aux cours d'eau non navigables prévue aux articles 11, 12 et 14 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables.

§ 5. Relèvent de la catégorie C, les projets suivants pour autant qu'ils ne soient pas déjà visés sous le paragraphe 4, b., 1° :

1° les projets soumis à permis d'environnement au sens de l'article 1^{er}, 1°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

2° les projets soumis à permis unique au sens de l'article 1^{er}, 12°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

3° les projets nécessitant une décision de modification des conditions particulières d'exploitation au sens de l'article 65, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et qui doivent faire l'objet d'une enquête publique.

Section 2. — Principes généraux de la participation du public

Art. D.29-2. La participation du public à l'élaboration de plans et programmes relatifs à l'environnement et au processus décisionnel de projets est assurée conformément au présent titre sans préjudice de l'application des dispositions concernant l'accès à l'information en matière d'environnement.

Les dispositions du présent titre se substituent aux modalités de participation du public prévues dans les législations relatives aux plans, programmes et projets visés à l'article D.29-1 sous réserve de l'application des dispositions établissant des modalités plus étendues d'information et de consultation du public.

Les résultats de la procédure de participation sont dûment pris en considération.

Art. D.29-3. Lorsqu'en vertu de législations différentes, un même projet doit être soumis à enquête publique, il n'est organisé qu'une seule enquête publique et, le cas échéant, qu'une seule réunion d'information ou de concertation en vue de satisfaire aux exigences desdites législations.

A cette fin, si le projet relève de plusieurs catégories énumérées à l'article D.29-1 :

1° les modalités de participation du public s'effectuent conformément aux dispositions du présent titre relatif à la catégorie supérieure dont le projet relève;

2° le dossier soumis à enquête publique comporte l'ensemble des documents requis par l'article D.29-17 pour chacun des projets visés à l'article D.29-1.

Art. D.29-4. Pour les plans et programmes de catégorie A.2, le Gouvernement, sur la base du rapport sur les incidences environnementales ou, à défaut, sur la base du projet de plan ou programme, précise les communes, en ce compris la ou les communes auxquelles s'étend le plan ou le programme, susceptibles d'être affectées par ledit plan ou programme et sur le territoire desquelles une enquête publique doit en conséquence être réalisée.

Pour les projets de catégorie B et C, l'instance chargée d'apprécier le caractère complet de la demande détermine les communes, en ce compris la ou les communes auxquelles s'étend le projet, susceptibles d'être affectées par ledit projet et sur le territoire desquelles une enquête publique doit en conséquence être réalisée.

CHAPITRE II. — Réunion d'information

Art. D.29-5. § 1^{er}. Pour les projets de catégorie B, une réunion d'information préalable est réalisée avant l'introduction de la demande d'autorisation.

Pour les projets de catégorie C, une réunion d'information préalable peut être réalisée, à l'initiative du demandeur, avant l'introduction de la demande d'autorisation.

Cette réunion d'information a pour objet :

- 1° de permettre au demandeur de présenter son projet;
- 2° de permettre au public de s'informer et d'émettre ses observations et suggestions concernant le projet;
- 3° si une évaluation des incidences est prescrite conformément aux articles D.66, § 2, et D.68, §§ 2 et 3 :
 - de mettre en évidence des points particuliers qui pourraient être abordés dans l'étude d'incidences;
 - de présenter des alternatives techniques pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur et afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences.

§ 2. Au moins quinze jours avant la tenue de la réunion d'information, le demandeur procède à la publication d'un avis mentionnant au minimum :

- 1° l'identité du demandeur;
- 2° la nature du projet et son lieu d'implantation;
- 3° l'objet de la réunion tel qu'indiqué au paragraphe 1^{er}, alinéa 3;
- 4° la date, l'heure et le lieu de la réunion d'information;
- 5° les personnes ainsi que leurs adresses où des informations peuvent être obtenues.

Cet avis est transmis à la commune sur le territoire de laquelle le projet doit être réalisé et est diffusé dans deux médias choisis par le demandeur parmi les médias suivants :

- 1° deux journaux diffusés dans la région;
- 2° un bulletin communal d'information s'il existe et est distribué à toute la population;
- 3° un journal publicitaire toutes-boîtes;
- 4° une information toutes-boîtes distribuée dans un rayon de trois kilomètres du lieu d'implantation du projet.

Le demandeur adresse copie des avis publiés au collège communal.

Le collège communal affiche, jusqu'au lendemain de la réunion d'information, un avis qui reproduit l'alinéa 1^{er} :

- 1° aux endroits habituels d'affichage;
- 2° à quatre endroits proches du lieu où le projet doit être implanté, le long d'une voie publique carrossable ou de passage.

§ 3. Dans le cas où une enquête publique est organisée sur le territoire de plusieurs communes, les paragraphes 1^{er} et 2 s'appliquent à chacune des communes concernées.

§ 4. Le Gouvernement détermine :

- 1° les modalités d'information du public;
- 2° les modalités d'organisation de la réunion d'information;
- 3° les instances et administrations invitées à la réunion d'information;
- 4° les modalités suivant lesquelles le public peut émettre ses observations, suggestions et demandes de mise en évidence de points particuliers concernant le projet ainsi que présenter les alternatives techniques pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences.

Art. D.29-6. Un représentant de la commune préside la réunion d'information. Le conseiller en environnement ou, à défaut, un représentant de la commune en assure le secrétariat et en dresse le procès-verbal. Il le tient à la disposition du public et le transmet à l'autorité compétente et au demandeur dans les trente jours de la réunion d'information.

Le Gouvernement détermine le contenu minimal du procès-verbal visé à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE III. — *Enquête publique*

Section 1^{re}. — Mesures d'annonce de l'enquête publique

Sous-section 1^{re}. — L'affichage

Art. D.29-7. § 1^{er}. Les collèges communaux des communes sur le territoire desquelles s'étend le plan, le programme ou le projet ou qui ont été désignées en application de l'article D.29-4 font procéder, à la maison communale et aux endroits habituels d'affichage, à l'affichage d'un avis d'enquête publique.

En outre, pour les projets, ainsi que pour les plans et programmes visant des sites pouvant être localisés sur une parcelle cadastrale, ils font procéder, de manière parfaitement visible, à l'affichage d'un avis d'enquête publique à quatre endroits proches du lieu où le projet doit être implanté, le long d'une voie publique carrossable ou de passage.

§ 2. L'avis d'enquête publique est affiché au plus tard cinq jours avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Il comporte au minimum :

- 1° l'identification du plan, programme ou projet, l'indication de sa catégorie et la disposition en vertu de laquelle le projet est soumis à enquête publique;
- 2° l'identification de l'auteur du plan ou du programme ou du demandeur;
- 3° la date du début et de la fin de l'enquête publique;
- 4° les jours, heures et lieu où toute personne peut consulter le dossier;
- 5° le nom et les coordonnées de la personne responsable de l'organisation des rendez-vous visés à l'article D.29-16;
- 6° le destinataire et l'adresse auxquels les réclamations et observations peuvent être envoyées et la date ultime de leur envoi;
- 7° la date, l'heure et le lieu de la séance de clôture de l'enquête publique;
- 8° la nature de la décision à intervenir et l'identification de l'autorité compétente;
- 9° le cas échéant, l'existence d'une étude d'incidences ou d'un rapport sur les incidences environnementales;
- 10° le cas échéant, le fait que le plan, le programme ou le projet fait l'objet d'une procédure d'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière;
- 11° l'indication des autres informations sur l'environnement se rapportant au plan, programme ou projet qui sont disponibles;

12° le nom et les coordonnées du ou des conseillers en environnement ou, à défaut, du ou des conseillers en aménagement du territoire et urbanisme de la ou des communes sur le territoire de laquelle ou desquelles est organisée une enquête publique lorsque celle(s)-ci dispose(nt) d'un tel conseiller.

§ 3. Le Gouvernement précise les formes que doit revêtir l'avis d'enquête publique. Il peut préciser quelles autres mentions doivent figurer dans cet avis.

Le Gouvernement peut prévoir les modalités selon lesquelles l'administration régionale communique périodiquement aux communes la liste des informations environnementales en sa possession.

Sous-section 2. — Informations par voie électronique, télévisée, radiophonique et de presse écrite

Art. D.29-8. Outre les modalités d'affichage prévues à l'article D.29-7, l'enquête publique est également annoncée :

a. pour les plans et programmes de catégorie A.1, à l'initiative de l'auteur du plan ou du programme :

1° par un avis inséré au *Moniteur belge*;

2° par un avis inséré sur le portail environnement du site de la Région wallonne;

3° et pour les plans et programmes autres que les conventions environnementales :

- par un avis inséré dans au moins trois journaux diffusés dans l'ensemble de la Région wallonne, dont un de langue allemande;

- par un communiqué diffusé à trois reprises par la R.T.B.F. et par le Centre belge pour la radiodiffusion télévision de langue allemande;

b. pour les plans et programmes de catégorie A.2 et B, à l'initiative de l'auteur du plan ou du programme, et pour les projets de catégorie B, à l'initiative du demandeur :

1° par un avis inséré dans les pages locales de deux journaux ayant une large diffusion en Région wallonne, dont l'un au moins est diffusé sur le territoire de chaque commune sur laquelle l'enquête publique est organisée; lorsque l'une des communes concernées est de langue allemande, au moins un des deux journaux est d'expression allemande;

2° par un avis inséré dans un bulletin communal d'information ou un journal publicitaire toutes-boîtes distribués gratuitement à la population des communes auxquelles s'étend le projet, le plan ou programme, si un tel bulletin ou journal publicitaire existe.

L'avis est également publié sur le site Internet de la commune concernée.

Art. D.29-9. Les avis ou communiqués sont publiés ou diffusés dans les huit jours précédant le début de l'enquête.

Sous-section 3. — Notification

Art. D.29-10. § 1^{er}. Pour les projets de catégorie B et C, dans les huit jours de la réception de la décision déclarant le dossier complet et recevable, l'administration communale de la ou des communes sur le territoire desquelles ou de laquelle l'enquête publique est organisée notifie par écrit et individuellement aux propriétaires et occupants des immeubles situés dans un rayon mesuré à partir des limites de la ou des parcelles cadastrales concernées par le projet, de deux cents mètres pour les projets de catégories B et de cinquante mètres pour les projets de catégorie C, un avis relatif à l'introduction de la demande d'autorisation et à la tenue de l'enquête publique.

La notification aux propriétaires est opérée à domicile et sur la base de la matrice cadastrale disponible au moment du début de l'enquête.

Lorsque les propriétaires et occupants des immeubles concernés ont transmis à l'administration communale une adresse électronique à des fins de notification, la notification prévue à l'alinéa 2 peut se faire via cette adresse électronique.

§ 2. L'administration communale de la ou des communes sur le territoire desquelles ou de laquelle l'enquête publique est organisée notifie l'avis visé au paragraphe 1^{er}, selon les mêmes modalités, aux titulaires de droits résultant de servitudes du fait de l'homme ou d'obligations conventionnelles concernant l'utilisation du sol mentionnées dans la demande que le permis aurait pour effet d'éteindre ou de modifier.

Lorsque les titulaires de droits concernés ont transmis à l'administration communale une adresse électronique à des fins de notification, la notification prévue à l'alinéa 2 peut se faire via cette adresse électronique.

§ 3. L'administration communale de la ou des communes sur le territoire desquelles ou de laquelle l'enquête publique est organisée notifie par écrit l'avis visé au paragraphe 1^{er} aux administrations publiques dont dépend une voie de communication, un cours d'eau, un ouvrage ou un établissement quelconque situé dans le rayon défini au paragraphe 1^{er}.

Lorsque ces administrations disposent d'une adresse électronique publique, la notification peut se faire via cette adresse électronique.

Art. D.29-11. § 1^{er}. Lorsqu'un plan, un programme ou un projet est soumis à rapport sur les incidences environnementales ou à étude d'incidences et que le Gouvernement, statuant en application de l'article D.56, § 2, ou l'autorité chargée d'examiner le caractère complet du dossier de la demande en application de l'article D.68, § 1^{er}, constate qu'il est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, ou lorsqu'une autre Région, un autre Etat membre de l'Union européenne ou un autre Etat partie à la Convention précitée en fait la demande, le projet de plan, le projet de programme, ou le dossier de demande de permis, accompagné soit du rapport sur les incidences environnementales, soit de l'étude d'incidences, et des informations éventuelles sur les incidences transfrontières du dossier, est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo.

Le Gouvernement peut déterminer :

1° les instances chargées de la transmission du projet de plan, du projet de programme ou du dossier de demande de permis aux autorités visées à l'alinéa 1^{er};

2° les modalités suivant lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'Etat susceptibles d'être affectés peuvent participer à la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement;

3° les modalités suivant lesquelles les informations visées aux articles D.29-24 et D.29-25 sont communiquées aux autorités visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Lorsqu'un plan, un programme ou un projet situé sur le territoire d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur

l'environnement de la Région wallonne, les informations sur le plan, le programme ou le projet accompagné des documents d'évaluation des incidences, qui ont été transmis par les autorités compétentes de cette autre Région ou de cet autre Etat, sont mises à la disposition du public et des instances désignées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine :

1° les modalités suivant lesquelles les informations visées à l'alinéa 1^{er} sont mises à la disposition du public et des instances visées à l'alinéa 1^{er};

2° les modalités suivant lesquelles l'avis du public et des instances consultées est recueilli et transmis.

Sous-section 4. — Publicité supplémentaire

Art. D.29-12. L'autorité compétente pour adopter le plan ou le programme et pour délivrer les autorisations relatives aux projets, ainsi que le collège communal des communes organisant l'enquête publique, peut procéder à toute forme supplémentaire de publicité et de consultation dans le respect des délais de décision qui lui sont impartis.

Section 2. — De l'enquête publique

Art. D.29-13. § 1^{er}. La durée de l'enquête publique est de :

1° quarante-cinq jours pour les plans ou programmes de la catégorie A.1 et A.2;

2° trente jours pour les plans, programmes ou projets de la catégorie B;

3° quinze jours pour les projets de la catégorie C.

Lorsque le dernier jour de l'enquête publique est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, l'enquête publique se prolonge jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

§ 2. L'enquête publique est suspendue entre le 16 juillet et le 15 août et entre le 24 décembre et le 1^{er} janvier.

Cette suspension a pour effet de proroger :

1° les délais impartis aux instances consultées pour remettre leur avis;

2° les délais impartis aux fonctionnaires ou administrations pour transmettre leur rapport d'instruction ou de synthèse;

3° le délai imparti à l'autorité compétente pour adopter le plan ou le programme et pour délivrer ou envoyer son autorisation au demandeur.

Section 3. — Modalités de l'accès à l'information dans le cadre de l'enquête publique

Art. D.29-14. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article D.29-15, le dossier soumis à enquête publique comprend le projet de plan ou programme ou la demande d'autorisation.

Le dossier comporte le cas échéant :

1° la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement en original ou en copie certifiée conforme par l'auteur;

2° l'étude d'incidences sur l'environnement en original ou copie certifiée conforme par l'auteur, accompagnée du résumé non technique;

3° le rapport sur les incidences environnementales en original ou copie certifiée conforme par l'auteur;

4° le complément à l'étude d'incidences ou à la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement en original ou copie certifiée conforme par l'auteur;

5° copie des observations et suggestions émises dans le cadre de la réunion d'information visée à l'article D.29-5 ainsi que le procès-verbal visé à l'article D.29-6;

6° copie des avis, observations et suggestions émis en application de la réglementation applicable. Ces avis, observations et suggestions sont, dès leur réception par l'autorité compétente, insérés par celle-ci dans le dossier soumis à enquête publique ou transmis à la ou les communes sur le territoire desquelles ou de laquelle l'enquête publique est organisée afin d'être insérés dans le dossier soumis à enquête publique.

§ 2. Le Gouvernement peut préciser, pour chacun des plans, programmes ou projets visés à l'article D.29-1, les documents qui, outre ceux visés au paragraphe 1^{er}, composent le dossier soumis à enquête publique.

Art. D.29-15. Lorsqu'une demande d'autorisation relative à un projet de catégorie B ou C est introduite, l'instance chargée d'apprécier le caractère complet de cette demande décide s'il convient de soustraire à l'enquête publique certaines données, au regard des motifs et critères de limitation du droit d'accès à l'information de l'article D.19 et des articles 6 et 9 de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration.

Le dossier de demande soumis à enquête publique mentionne le fait que l'instance chargée d'apprécier le caractère complet de cette demande a décidé de soustraire certaines données à l'enquête.

Art. D.29-16. Dès l'annonce de l'enquête publique et jusqu'au jour de la clôture de celle-ci, le dossier soumis à enquête publique peut être consulté gratuitement à l'administration communale de la ou des communes sur le territoire de laquelle ou desquelles l'enquête publique est organisée.

Le dossier visé à l'alinéa 1^{er} peut être consulté aux heures d'ouverture des bureaux ainsi qu'un jour par semaine jusqu'à vingt heures ou le samedi matin.

Lorsque la consultation a lieu un jour ouvrable après seize heures ou le samedi matin, la personne souhaitant consulter le dossier prend rendez-vous au plus tard vingt-quatre heures à l'avance auprès du conseiller en environnement ou, à défaut, auprès du collège communal ou de l'agent communal délégué à cet effet. Si personne n'a pris rendez-vous, la permanence peut être supprimée.

Art. D.29-17. Toute personne peut obtenir des explications relatives au plan, programme ou projet auprès du conseiller en environnement ou, à défaut, auprès du collège communal ou de l'agent communal délégué à cet effet.

Art. D.29-18. Les réclamations et observations sont envoyées par télécopie, par courrier électronique lorsque la commune a défini une adresse à cet effet, par courrier ordinaire ou remises au conseiller en environnement, au collège communal ou à l'agent communal délégué à cet effet avant la clôture de l'enquête ou le jour de la séance de clôture.

A peine de nullité, les envois par courriers ou télécopie sont datés et signés; ceux par courrier électronique sont clairement identifiés et datés.

Les réclamations et observations verbales sont également recueillies sur rendez-vous par le conseiller en environnement ou, à défaut, par l'agent communal délégué à cet effet, qui les consigne et les transmet au collège communal avant la clôture de l'enquête.

Art. D.29-19. Le dernier jour de l'enquête publique, un membre du collège communal ou un agent communal délégué à cet effet organise une séance de clôture où sont entendus tous ceux qui le désirent. Le conseiller en environnement ou, à défaut, le membre du collège communal ou l'agent communal délégué à cet effet préside la séance. Celui-ci, dans les cinq jours de la clôture de l'enquête publique, dresse le procès-verbal de clôture en y consignnant les remarques et observations émises et le signe.

Section 4. — Pouvoir de substitution

Art. D.29-20. A défaut pour la commune de satisfaire à ses obligations dans l'organisation de l'enquête publique, le Gouvernement, ou son délégué, peut envoyer, par pli ordinaire, au collège communal de la commune concernée, un avertissement motivé lui précisant les mesures qu'il reste en défaut de prendre et lui donnant un délai pour prendre celles-ci et pour justifier son attitude.

Au cas où il n'est pas donné suite à cet avertissement, le Gouvernement, ou son délégué, peut, selon les modalités qui peuvent être arrêtées par le Gouvernement, se substituer à la commune et prendre toute mesure utile en lieu et place des autorités communales.

CHAPITRE IV. — Publicité relative à la décision

Art. D.29-21. La décision d'adoption ou d'approbation d'un plan ou programme de catégorie A.1 et A.2, la déclaration environnementale et les mesures arrêtées concernant le suivi sont publiées au *Moniteur belge* et sur le portail environnement du site de la Région wallonne, ainsi que sur le site de la ou des communes concernées dans le cas des plans et programmes de catégorie A.2.

La commune ou le Gouvernement peuvent décider de toute forme supplémentaire de publicité.

Art. D.29-22. § 1^{er}. La décision d'adoption ou d'approbation d'un plan ou programme de catégorie B est publiée par mention au *Moniteur belge* et sur le portail environnement du site Internet de la Région wallonne.

§ 2. La décision d'adoption ou d'approbation d'un plan ou programme de catégorie B et la décision de l'autorité compétente relative à un projet de catégorie B ou C font l'objet d'un avis affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage dans la ou les communes sur le territoire de laquelle ou desquelles l'enquête publique a été organisée.

En outre, pour les projets de catégorie B ou C, l'avis est affiché, de manière parfaitement visible, sur le bien concerné par le projet.

Cet avis mentionne :

- 1° l'objet de la décision;
- 2° l'endroit ou les endroits où peut être consultée la décision, les conditions dont elle est éventuellement assortie, les motifs et considérations qui l'ont fondée, y compris l'information concernant le processus de participation du public et la description, le cas échéant, des principales mesures destinées à éviter, réduire et, si possible, compenser les effets négatifs importants;
- 3° l'existence d'une déclaration environnementale lorsque celle-ci est requise;
- 4° les modalités de suivi lorsque la décision porte sur un plan ou un programme soumis au rapport sur les incidences environnementales;
- 5° les heures auxquelles la décision peut être consultée, et ce, au moins un jour ouvrable par semaine jusqu'à vingt heures ou le samedi matin sur rendez-vous. L'avis mentionne également que, lorsque la consultation a lieu un jour ouvrable après seize heures ou le samedi matin, la personne souhaitant consulter le dossier doit prendre rendez-vous au plus tard vingt-quatre heures à l'avance auprès du conseiller en environnement ou, à défaut, auprès du collège communal ou de l'agent communal délégué à cet effet;
- 6° l'adresse de l'instance ou de l'autorité, désignée par le Gouvernement, auprès de laquelle les recours peuvent être introduits, ainsi que les formes et délais les régissant;
- 7° le droit de toute personne d'avoir accès au dossier dans les services de l'autorité compétente, conformément aux dispositions du titre Ier de la partie III du Livre Ier du Code de l'Environnement.

L'affichage est effectué par le collège communal dans les dix jours :

- 1° soit de l'adoption de la décision lorsque l'autorité qui a statué est la commune;
- 2° soit de la notification de la décision à la commune dans les autres hypothèses;
- 3° soit de l'expiration des délais impartis à l'autorité compétente pour envoyer sa décision, lorsqu'à cette échéance est attaché un effet de droit.

§ 3. La décision d'adoption ou d'approbation d'un plan ou programme de catégorie B, ainsi que la déclaration environnementale et les mesures arrêtées concernant le suivi, et la décision de l'autorité compétente relative à un projet de catégorie B ou C sont notifiées par l'autorité compétente :

- 1° à la ou les communes sur le territoire de laquelle ou desquelles l'enquête publique a été organisée;
- 2° au demandeur et aux instances que le Gouvernement désigne;
- 3° aux administrations et autorités publiques ayant été consultées dans le cadre de la procédure d'instruction de la demande.

La notification visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, s'effectue par envoi recommandé à la poste ou par tout autre moyen permettant de lui conférer une date certaine.

La notification visée à l'alinéa 1^{er}, 1° et 3°, s'effectue par pli ordinaire ou par courrier électronique. L'information visée à l'alinéa 2 est adressée par les mêmes moyens.

Pour les plans ou programmes de catégorie B, la notification est réalisée dans les dix jours de leur publication au *Moniteur belge*. Pour les projets de catégorie B ou C, la notification est réalisée dans les dix jours de la décision, sous réserve de l'application des dispositions établissant d'autres délais de notification.

Art. D.29-23. Lorsqu'un plan ou un programme fait l'objet d'une adoption ou d'un refus tacite en l'absence d'adoption ou de refus du Gouvernement dans les délais prescrits, est publié au *Moniteur belge*, à l'initiative du Gouvernement, soit l'avis par lequel l'autorité compétente constate l'approbation tacite du plan ou du programme, soit l'avis par lequel il est constaté que le plan est réputé refusé.

Lorsque le projet est censé être refusé ou censé être octroyé en l'absence de décision expresse de l'autorité compétente dans les délais prescrits, l'avis prévu à l'article D.29-22 précise soit que la demande est refusée, soit que la décision est censée être octroyée en mentionnant le document tenant lieu de décision ainsi que les informations visées au paragraphe 2, 2°, 5°, 6° et 7°.

Art. D.29-24. Durant toute la période d'affichage, la décision ou le document en tenant lieu, en ce compris la déclaration environnementale et les mesures arrêtées concernant le suivi visées à l'article D.29-22, § 2, alinéa 3, 3° et 4°, est accessible selon les modalités fixées à l'article D.29-16.

A la fin du délai d'affichage, le bourgmestre établit une attestation certifiant cet affichage.

CHAPITRE V. — *Comité d'accompagnement*

Art. D.29-25. Pour les projets de catégorie B ou C, l'autorité compétente peut assortir l'autorisation de la nécessité de mettre en place un comité d'accompagnement.

Le comité d'accompagnement est un organe de dialogue entre le demandeur, les autorités publiques et la population à l'égard d'un projet autorisé.

Il peut remettre un avis, d'initiative ou sur demande, à l'autorité compétente.

Art. D.29-26. Le comité d'accompagnement est composé :

- 1° de représentants de chacune des communes où, pour le projet concerné, une enquête publique a été organisée;
- 2° de représentants de l'autorité compétente et des administrations concernées;
- 3° de représentants de la population locale ainsi que d'experts ou de représentants d'associations qu'ils invitent;
- 4° de représentants du demandeur.

L'autorisation précise le nombre de représentants par groupe.

Le ou les conseillers en environnement de la ou des communes sur le territoire de laquelle ou desquelles une enquête publique a été organisée sont membres de plein droit du comité d'accompagnement.

Les représentants de chaque groupe sont indépendants et ne peuvent être liés à aucun autre groupe que ce soit personnellement ou par lien familial jusqu'au quatrième degré.

Le comité peut être présidé par un membre du comité ou par un représentant du service qui en assure le secrétariat.

Art. D.29-27. Le comité d'accompagnement établi adopte un règlement d'ordre intérieur lors de sa première réunion.

Le règlement détermine notamment :

- 1° les modalités de convocation;
- 2° les modalités d'élaboration et de communication de l'ordre du jour;
- 3° les modalités de déroulement des réunions;
- 4° la périodicité des réunions.

Le président du comité établit le procès-verbal de chacune des réunions du comité d'accompagnement. »

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Section 1^{re}. — Livre I^{er} du Code de l'Environnement

Art. 6. A l'article D.10 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, modifié par le décret du 16 mars 2006, les termes « d'information, de consultation et de participation de la population et du voisinage » sont remplacés par les termes « de participation du public ».

Art. 7. A l'article D.11 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les définitions 3° à 6° sont abrogées.

Art. 8. L'article D.19, § 2, alinéa 2, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, modifié par le décret du 16 mars 2006, est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'autorité publique ne peut refuser une demande lorsqu'elle :

- 1° porte sur un dossier mis à enquête publique conformément aux articles D.29.14 et D.29.15;
- 2° ou concerne des informations relatives à des émissions dans l'environnement, pour un des motifs visés au paragraphe 1^{er}, *a., d., f., g. et h.* ».

Art. 9. A l'article D.41 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les termes « pendant une période de trente jours, les autorités communales informent la population. Elles recueillent les remarques de la population et les transmettent au Gouvernement en même temps que leur éventuel avis motivé » sont remplacés par les termes « selon les modalités du titre III de la partie III du présent Code ».

Art. 10. A l'article D.43 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

Art. 11. L'article D.49 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est remplacé par la disposition suivante :

« Art. D.49. Pour l'application de la présente partie, on entend par « permis » :

- a.* les permis d'environnement et les permis uniques;
- b.* les permis accordés en vertu des articles 84, 89 et 127 du CWATUP;
- c.* les permis de valorisation des terriils délivrés en vertu du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terriils;
- d.* les actes administratifs, énumérés par le Gouvernement, pris en application des lois, décrets et règlements, décidant de réaliser ou de permettre de réaliser un projet en tout ou partie. »

Art. 12. A l'article D.57 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, les termes « d'une durée minimale de soixante jours » sont remplacés par les termes « selon les modalités du titre III de la partie III du présent Code »;

2° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 13. L'article D.58 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est abrogé.

Art. 14. Les alinéas 2 et 3 de l'article D.60 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement sont abrogés.

Art. 15. Au paragraphe 3 de l'article D.61 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, modifié par le décret du 10 novembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° les termes « , une enquête publique » sont supprimés;

2° le 1° est abrogé;

3° le 2° devient le 1° et le 3° devient le 2°.

Art. 16. A l'article D.70 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les termes « visé à l'article 1^{er} du CWATUP » sont insérés entre le terme « aménagement » et le terme « lorsque ».

Art. 17. L'article D.71 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est abrogé.

Art. 18. A l'article D.72 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les termes « visé à l'article 1^{er} du CWATUP » sont insérés entre le terme « aménagement » et le terme « ou ».

Art. 19. L'article D.74 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, modifié par le décret du 10 novembre 2006, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. D.74. Les projets qui font l'objet d'une étude d'incidences sont soumis à une enquête publique selon les modalités du titre III de la partie III du présent Code. »

Art. 20. L'article D.75 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est abrogé.

Art. 21. L'article D.76 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, modifié par le décret du 10 novembre 2006, est abrogé.

Art. 22. L'article D.77 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est abrogé.

Art. 23. A l'article D.86 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 du paragraphe 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le projet de convention environnementale est soumis à enquête publique selon les modalités du titre III de la partie III du présent Code. »;

2° les alinéas 3 et 4 du paragraphe 2 sont abrogés;

3° le paragraphe 4 est abrogé.

Section 2. — Livre II du Code de l'Environnement

Art. 24. A l'article D.172, § 2, alinéa 1^{er}, du Livre II du Code de l'Environnement, les termes « après une enquête publique selon les modalités du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont insérés après les termes « par le Gouvernement ».

Art. 25. A l'article D.175, § 1^{er}, du Livre II du Code de l'Environnement, les termes « après une enquête publique selon les modalités du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont insérés après les termes « les modalités d'établissement ».

Art. 26. A l'article D.177, alinéa 2, du Livre II du Code de l'Environnement :

1° au point 1°, les termes « , après une enquête publique selon les modalités du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont insérés in fine;

2° au point 2°, les termes « , après une enquête publique selon les modalités du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont insérés in fine.

Art. 27. A l'article D.223 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er}, le terme « enquête » est remplacé par les termes « une enquête publique selon les modalités du Livre I^{er} du Code de l'Environnement »;

2° au 1° du paragraphe 3, les termes « les enquêtes à effectuer par les autorités saisies d'une telle demande » sont supprimés.

Section 3. — Loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables

Art. 28. A l'article 19 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « 3, 4, 8, 10, 11, 12, 13, 14 et 18 » sont remplacés par les termes « 8 et 13 »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les décisions à prendre en exécution des articles 3, 4, 11, 12 et 14 sont précédées d'une enquête publique selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement. »

Section 4. — Loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux

Art. 29. A l'article 6 de la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « pendant trente jours à la maison communale des communes sur le territoire desquelles sont situés les biens compris dans le plan parcellaire » sont remplacés par les termes « selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement »;

2° les alinéas 2 et 4 sont abrogés;

3° à l'alinéa 3, devenant l'alinéa 2, les termes « de ce dépôt » sont remplacés par les termes « de l'enquête publique ».

Art. 30. A l'article 7 de la même loi, les alinéas 1^{er} et 2 sont abrogés.

Art. 31. A l'article 9 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « à la maison communale des communes sur le territoire desquelles sont situés les biens compris dans le bloc, tout intéressé est admis à en prendre connaissance » sont remplacés par les termes « selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement »;

2° à l'alinéa 2, les termes « que cette dernière n'a cours que pendant un délai de quinze jours, et » sont supprimés.

Art. 32. A l'article 21 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « pendant trente jours à la maison commune de celle des communes sur le territoire de laquelle est située la partie du bloc qui est relativement la plus grande, ou au siège du comité » sont remplacés par les termes « selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement »;

2° à l'alinéa 1^{er}, les termes « de l'article 6, alinéas 2 et 4, ainsi que les dispositions » sont supprimés;

3° à l'alinéa 2, les termes « du dépôt » sont remplacés par les termes « de l'enquête publique ».

Art. 33. A l'article 24 de la même loi, les termes « de commodo et incommodo annoncée par voie d'affichage » sont remplacés par les termes « publique selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 34. A l'article 35 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « pendant trente jours à la maison communale de celle des communes sur le territoire de laquelle est située la partie du bloc qui est relativement la plus grande, ou au siège du comité » sont remplacés par les termes « selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement »;

2° à l'alinéa 1^{er}, les termes « de l'article 6, alinéas 2 et 4 ainsi que les dispositions » sont supprimés;

3° à l'alinéa 2, les termes « du dépôt » sont remplacés par les termes « de l'enquête publique ».

Art. 35. A l'article 42 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « pendant trente jours à la maison communale de celle des communes sur le territoire de laquelle est située la partie du bloc qui est relativement la plus grande, ou au siège du comité » sont remplacés par les termes « selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement »;

2° à l'alinéa 1^{er}, les termes « de l'article 6, alinéas 2 et 4 ainsi que les dispositions » sont supprimés.

Section 5. — Loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature

Art. 36. L'article 14 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature est complété par l'alinéa suivant :
« Le plan particulier de gestion est soumis aux modalités de participation du public en matière d'environnement prévues par le Code de l'Environnement. »

Art. 37. L'article 22 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature est complété par l'alinéa suivant :
« L'aménagement des réserves forestières est soumis aux modalités de participation du public en matière d'environnement prévues par le Livre I^{er} du Code de l'Environnement. »

Art. 38. A l'article 25 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature tel que rétabli par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 3, alinéa 2, est complété comme suit : « Elle est soumise aux modalités de participation du public en matière d'environnement prévues par le Code de l'Environnement. »;

2° le paragraphe 4, alinéa 3, est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'arrêté de déclassement est soumis aux modalités de participation du public en matière d'environnement prévues par le Code de l'Environnement. »;

3° le paragraphe 4, alinéa 4, est abrogé;

4° le paragraphe 5, alinéa 3, est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'arrêté de déclassement est soumis aux modalités de participation du public en matière d'environnement prévues par le Code de l'Environnement. »;

5° le paragraphe 5, alinéa 4, est abrogé;

6° le paragraphe 6 est abrogé.

Art. 39. A l'article 26 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature tel que rétabli par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'arrêté de désignation est soumis aux modalités de participation du public en matière d'environnement prévues par le Livre I^{er} du Code de l'Environnement. »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « Dans le mois de la notification de l'arrêté de désignation aux propriétaires et occupants » sont remplacés par les mots « Dans le mois de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté de désignation en vertu de la procédure de publicité des décisions prévue par le Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Section 6. — Loi du 10 janvier 1978

portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux

Art. 40. A l'article 19 de la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le comité provincial soumet à enquête publique selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement les plans et tableaux prévus à l'article 18. »;

2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 41. A l'article 45, alinéa 1^{er}, de la même loi, la seconde phrase est remplacée par la phrase suivante : « A cet effet, le comité provincial sollicite l'avis des conseils communaux intéressés et procède à une enquête publique selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement. ».

Section 7. — Loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure

Art. 42. A l'article 13 de la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « pendant trente jours dans la commune où le comité a établi son siège » sont remplacés par les termes « selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement »;

2° les alinéas 2 et 4 sont abrogés.

Art. 43. L'article 14 de la même loi est abrogé.

Art. 44. A l'article 37, alinéa 2, de la même loi, les termes « à cet effet, le comité sollicite l'avis du conseil communal intéressé, donné sur enquête de commodo et incommodo annoncée par voie d'affichage, et l'avis de la députation permanente » sont remplacés par les termes « à cet effet, le comité sollicite l'avis du conseil communal intéressé et procède à une enquête publique selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 45. A l'article 48 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « pendant trente jours dans la commune où le comité a fixé son siège » sont remplacés par les termes « selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement »;

2° les alinéas 2, 4, 5 et 6 sont abrogés.

Section 8. — Décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils

Art. 46. A l'article 3, alinéa 1^{er}, les termes « et après d'une Commission qu'il instaure et composée des parties concernées » sont remplacés par les termes « après avis d'une Commission qu'il instaure et après enquête publique selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 47. A l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, les termes « selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont insérés après les termes « enquête publique ».

Section 9. — Décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels

Art. 48. L'article 4, § 1^{er}, alinéa 4, du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les deux mois de la notification, les communes annoncent à une enquête publique selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement. »

Art. 49. L'article 5, § 3, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. L'avis final du comité d'étude est déposé à la maison communale de chacune des communes intéressées, où les habitants peuvent en prendre connaissance.

La même règle est applicable en cas de modification de l'acte par lequel le parc naturel a été créé. »

Section 10. — Décret sur les mines du 7 juillet 1988

Art. 50. A l'article 13 du décret du 7 juillet 1988 sur les mines, les termes « délivrée après une enquête publique organisée selon les modalités du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont insérés après les termes « d'un acte de concession ».

Section 11. — Décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets

Art. 51. L'article 26, §§ 1^{er}, 2 et 3, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets est abrogé.

Section 12. — Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Art. 52. Les articles 25 à 29 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement sont abrogés.

Art. 53. L'article 38 du même décret est abrogé.

Art. 54. L'alinéa 7 de l'article 39 du même décret est abrogé.

Art. 55. A l'article 40, § 2, 3°, du même décret, modifié par le décret-programme du 3 février 2005, les termes « , conformément à l'article 35 » sont supprimés et les termes « conformément aux modalités des articles D.29-25 et D.29-26 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont insérés après les termes « en tenant lieu ».

Art. 56. A l'article 65, § 1^{er}, alinéa 5, du même décret, les mots « aux articles 24 à 26, § 2, alinéa 1^{er}, et 27 à 29 » sont remplacés par les mots « selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Art. 57. L'article 90 du même décret, modifié par le décret-programme du 3 février 2005, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 90. Une enquête publique est organisée selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement. »

Art. 58. A l'article 93, § 4, du même décret, modifié par le décret-programme du 3 février 2005, les termes « les articles 36 et 38 » sont remplacés par les termes « l'article 36 » et les termes « s'appliquent » sont remplacés par les termes « s'applique ».

Art. 59. A l'article 95, § 2, 3°, du même décret, modifié par le décret-programme du 3 février 2005, les termes « conformément à l'article 93 » sont remplacés par les termes « conformément aux modalités des articles D.29-25 et D.29-26 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ».

Section 13. — Décret du 4 juillet 2002

sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Art. 60. A l'article 6, alinéa 2, du décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les termes « selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont insérés après les termes « enquête publique ».

Art. 61. A l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement sont apportées les modifications suivantes :

1° les termes « d'une durée de quinze jours » sont supprimés;

2° les termes « selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont insérés après les termes « les soins de l'expropriant ».

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 62. Les procédures d'adoption d'actes concernant des projets, initiées avant l'entrée en vigueur du présent décret, sont régies par les textes en vigueur au jour où la procédure a été initiée.

Art. 63. Par dérogation à l'article D.5-1, § 2, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, tel que modifié par l'article 2 du présent décret, toute personne qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, exerce déjà une fonction de conseiller en environnement mais ne dispose pas du diplôme, de la formation ou de l'expérience visés à l'article D.5-1, § 2, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement peut continuer à exercer cette fonction à la condition de suivre une formation en environnement selon les modalités définies par le Gouvernement.

Art. 64. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 31 mai 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Documents du Parlement wallon. — 595 (2006-2007) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 30 mai 2007.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 3001

[C - 2007/27096]

31. MAI 2007 — Dekret über die Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 2003/35/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Mai 2003 über die Beteiligung der Öffentlichkeit bei der Ausarbeitung bestimmter umweltbezogener Pläne und Programme und zur Änderung der Richtlinien 85/337/EWG und 96/61/EG des Rates in Bezug auf die Öffentlichkeitsbeteiligung und den Zugang zu Gerichten teilweise umgesetzt, was die Festlegung von gemeinsamen Regeln für die Beteiligung der Öffentlichkeit bei der Ausarbeitung von umweltbezogenen Plänen und Programmen und bei dem Entscheidungsverfahren für besondere Aktivitäten angeht.

KAPITEL I — *Bestimmungen bezüglich der Beteiligung der Öffentlichkeit bei der Ausarbeitung von umweltbezogenen Plänen und Programmen und bei dem Entscheidungsverfahren für besondere Aktivitäten*

Art. 2 - In den Titel I des Teils I des Buches I des Umweltgesetzbuches wird ein Artikel D.5-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. D.5-1 - § 1. Eine oder mehrere Gemeinden können einen Umweltberater einstellen. Dieser ist eine Kontaktperson, bei der die Bevölkerung Auskünfte über alle Fragen im Bereich des Umweltschutzes haben kann.

Im Rahmen der Mechanismen zur Beteiligung der Öffentlichkeit bei der Ausarbeitung von umweltbezogenen Plänen und Programmen und bei dem Entscheidungsverfahren für Projekte übernimmt der Umweltberater die Aufgaben, die ihm durch das vorliegende Gesetzbuch anvertraut werden.

§ 2. Der Umweltberater ist Inhaber eines Universitätsdiploms oder eines Diploms des Hochschulwesens langer Studiendauer, das durch eine Umweltausbildung ergänzt wird, oder hat eine berufliche Erfahrung von mindestens 5 Jahren im Bereich Umwelt.

§ 3. Die Regierung kann im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel einen Zuschuss gewähren, wenn eine Gemeinde oder mehrere angrenzenden Gemeinden oder ein Gemeindeverband dies im Hinblick auf die Einstellung oder Weiterbeschäftigung eines Umweltberaters beantragen.».

Art. 3 - Artikel D.6 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. D.6 - Im Sinne des vorliegenden Gesetzbuches gelten folgende Definitionen:

1° Verfasser des Plans oder des Programms: die Behörde, die die Ausarbeitung eines Plans oder Programms einleitet, oder mangels dessen die zuständige Behörde;

2° zuständige Behörde: jedes beratende oder nicht beratende Organ, mit oder ohne Rechtspersönlichkeit, das mit einer öffentlichen Aufgabe beauftragt und entweder zur Beschlussfassung über den Antrag zur Genehmigung eines Projekts, einschließlich der nach erhobenem Einspruch zuständigen Behörde, oder zur Verabschiedung eines Plans oder Programms befugt ist;

3° CWATUP: das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

4° CWEDD: der «Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable» (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) im Sinne des Teils II des vorliegenden Buchs;

5° Erklärung: die in Artikel 1, 2° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Urkunde.

6° Umwelterklärung: der Teil des Beschlusses zur Verabschiedung oder Genehmigung eines Plans oder Programms oder das diesem Beschluss beigefügte Dokument, in dem die Art und Weise zusammengefasst wird, wie die umweltbezogenen Erwägungen in den Plan oder das Programm eingearbeitet wurden, und wie der Bericht über die umweltbezogenen Bewertungen, die Bemerkungen und Gutachten der zu Rate gezogenen Instanzen und der Öffentlichkeit berücksichtigt wurden, und in dem die Gründe für die Auswahl des verabschiedeten Plans oder Programms, unter Berücksichtigung der anderen vernünftigen, ebenfalls in Aussicht genommenen Lösungen, angegeben werden;

7° Antragsteller: die Person, die die Genehmigung eines Projekts beantragt;

8° Umweltverträglichkeitsprüfung: die von einer zugelassenen Person durchgeführte wissenschaftliche Untersuchung, deren Zweck darin besteht, auf angemessene Weise und unter Berücksichtigung jedes Sonderfalls, die direkten und indirekten, synergetischen oder kumulativen, kurz-, mittel- oder langfristigen, dauerhaften oder vorübergehenden Auswirkungen eines Projekts auf die Umwelt zu identifizieren, beschreiben und bewerten, und die Maßnahmen zur Vermeidung, Einschränkung oder wenn möglich zur Beseitigung der negativen Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt darzustellen und zu bewerten;

9° bei einer öffentlichen Behörde vorhandene Information: jede Umweltinformation, die im Besitz dieser Behörde ist und die Letztere erhalten oder festgestellt hat;

10° für eine öffentliche Behörde bereitgehaltene Information: jede Umweltinformation, die faktisch durch eine natürliche oder juristische Person für eine öffentliche Behörde bereitgehalten wird;

11° Umweltinformation: jede bei einer öffentlichen Behörde vorhandene oder für sie bereitgehaltene Information in schriftlicher, visueller, akustischer, elektronischer oder sonstiger materieller Form über:

a. den Zustand von Umweltbestandteilen wie Luft und Atmosphäre, Wasser, Boden, Land, Landschaft und natürliche Lebensräume einschließlich Feuchtgebiete, Küsten- und Meeresgebiete, die Artenvielfalt und ihre Bestandteile, einschließlich genetisch veränderter Organismen, sowie die Wechselwirkungen zwischen diesen Bestandteilen;

b. Faktoren wie Stoffe, Energie, Lärm, Strahlungen oder Abfälle, Emissionen, Ableitungen oder sonstige Freisetzen in die Umwelt, die sich auf die unter Buchstabe *a.* genannten Umweltbestandteile auswirken oder auswirken können;

c. Maßnahmen, einschließlich Verwaltungsmaßnahmen, wie z. B. Politiken, gesetzliche Bestimmungen, Pläne, Programme, Umweltvereinbarungen und Tätigkeiten, die sich auf die unter den Buchstaben *a.* und *b.* genannten Umweltbestandteile und -faktoren auswirken oder auswirken können, sowie Maßnahmen oder Tätigkeiten zum Schutz dieser Bestandteile;

d. die Berichte über die Anwendung der Umweltgesetzgebung;

e. die Kosten/Nutzen-Analysen und sonstige wirtschaftliche Analysen und Annahmen, die im Rahmen der unter Buchstabe *c.* genannten Maßnahmen und Tätigkeiten verwendet werden;

f. den Zustand der menschlichen Gesundheit, die Sicherheit, gegebenenfalls einschließlich der Kontamination der Lebensmittelkette, das Lebensumfeld, sowie die Erbgüter in dem Maße, wie sie durch den Zustand der unter Buchstabe *a.* genannten Umweltbestandteile oder - via diese Bestandteile - durch die unter den Buchstaben *b.* und *c.* aufgeführten Faktoren, Maßnahmen oder Tätigkeiten beeinträchtigt werden oder werden können;

12° Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit: das Dokument, das die wichtigsten ökologischen Parameter des Projekts beinhaltet und dessen Auswirkungen auf die Umwelt hervorhebt;

13° Pläne und Programme: die Beschlüsse mit Ausnahme der im CWATUP erwähnten Beschlüsse, und ihre Abänderungen, deren Zweck es ist, entweder eine geordnete Reihe von Aktionen oder Operationen zum Erreichen eines oder mehrerer Ziele in Verbindung mit der Umweltqualität, oder die Zweckbestimmung oder die Schutzregelung eines oder mehrerer Gebiete oder einer Landschaft, insbesondere zur Bestimmung des Rahmens, in dem die Einführung bestimmter Aktivitäten erlaubt werden kann, zu bestimmen, und die:

a. von einer Behörde auf regionaler oder lokaler Ebene ausgearbeitet und/oder verabschiedet werden, oder die von einer Behörde im Hinblick auf deren Verabschiedung durch das Wallonische Parlament oder die Wallonische Regierung erstellt werden;

b. und durch dekretale, vorschriftsmäßige und administrative Bestimmungen vorgesehen sind;

14° Umweltgenehmigung: der in Artikel 1, 1° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Beschluss;

15° Globalgenehmigung: der in Artikel 1, 12° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Beschluss;

16° Projekt: alle die Umwelt verändernden Operationen, Tätigkeiten, Bauwerke, Gebäude, Abrisse, Umbauten, Erweiterungen oder Stilllegungen von Anlagen, deren Durchführung von einer natürlichen oder juristischen Person privaten oder öffentlichen Rechts beabsichtigt wird und einer vorhergehenden Genehmigung unterliegt;

17° Öffentlichkeit: eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen privaten oder öffentlichen Rechts, sowie die Vereinigungen, Organisationen und Gruppen, die diese Personen aufnehmen;

18° Beteiligung der Öffentlichkeit: die der Öffentlichkeit gegebene Möglichkeit, sich an einer öffentlichen Untersuchung zu beteiligen und gegebenenfalls die Informations- oder Konzertierungsversammlung, die Berücksichtigung der Ergebnisse dieser Befragung der Öffentlichkeit bei der Beschlussfassung, sowie die Mitteilung von Informationen über den Beschluss, einen Plan oder ein Programm zu verabschieden oder ein Projekt zu genehmigen;

19° Umweltverträglichkeitsbericht: der Teil der Unterlagen bezüglich des Plans oder Programms, in dem seine Auswirkungen auf die Umwelt hervorgehoben werden;

20° nichttechnische Zusammenfassung: das Dokument, das die wichtigsten Ergebnisse der Umweltverträglichkeitsprüfung oder des Umweltverträglichkeitsberichts, eine Synthese der Auswirkungen des Plans, Programms oder Projekts auf die Umwelt, eine Vorlage der in Aussicht genommenen Maßnahmen zur Vermeidung und Verringerung der negativen Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt und, wenn möglich, zu deren Abhilfe darlegt;

21° System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme: die Ausarbeitung eines Umweltverträglichkeitsberichts, die Durchführung von Öffentlichkeitsbefragungen, die Berücksichtigung des besagten Berichts bei der Beschlussfassung und die Beteiligung der Öffentlichkeit;

22° System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Projekte: die gesamten Verfahren der dekretalen und vorschriftsmäßigen Bestimmungen des vorliegenden Teils, die vor jeder Genehmigung die Berücksichtigung der Umweltverträglichkeit der Projekte als Bestandteil des Beschlusses regeln.».

Art. 4 - Die Überschrift des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches wird durch folgende Überschrift ersetzt: «Information, Sensibilisierung und Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt».

Art. 5 - In den Teil III des Buches I des Umweltgesetzbuches wird ein Titel III mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Titel III — Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt

KAPITEL I — *Allgemeines*

Abschnitt 1 — Einstufung der Pläne, Programme und Projekte

Art. D.29-1 - § 1. Zur Anwendung des vorliegenden Titels werden die Pläne, Programme und Projekte, deren Verabschiedung, Billigung oder Genehmigung eine Phase der Beteiligung der Öffentlichkeit enthält, mit Ausnahme der im CWATUP erwähnten Pläne, Schemen und Berichte und der städtischen oder kommunalen Mobilitätspläne, in vier Kategorien eingestuft.

§ 2. Zur Kategorie A.1 gehören die folgenden Pläne oder Programme:

1° der in Artikel D.37 vorgesehene Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung;

2° die in Artikel D.46, Absatz 1 vorgesehenen sektoralen Programme;

3° die in Ausführung des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung verabschiedeten Pläne und Programme für die Luftqualität, die das gesamte wallonische Gebiet decken;

4° die in Ausführung des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung verabschiedeten Pläne und Programme in Sachen Lärmbekämpfung, die das gesamte wallonische Gebiet decken;

5° der in Artikel 24 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehene Plan der technischen Vergrabungszentren;

6° die in Artikel D.82 vorgesehenen Umweltvereinbarungen.

§ 3. Zur Kategorie A.2 gehören die folgenden Pläne oder Programme:

1° die gemäß Artikel D.53 einer Bewertung der Umweltverträglichkeit unterworfenen Pläne und Programme, solange sie nicht bereits in § 2 erwähnt sind;

2° die in Ausführung des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung verabschiedeten Pläne und Programme für die Luftqualität, die nicht bereits in § 2, 3° erwähnt sind;

3° die in Ausführung des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung verabschiedeten Pläne und Programme in Sachen Lärmbekämpfung, die nicht bereits in § 2, 4° erwähnt sind;

4° die in Artikel 1 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks vorgesehenen Naturparks;

5° die im Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur erwähnten Bezeichnungen und Revisionen der Bezeichnungen der Natura 2000-Gebiete;

6° die im Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur erwähnten Aufhebungen der Klassifizierung als Natura 2000-Gebiet;

7° die im Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur erwähnten Fördergebiete rund um die Natura 2000-Gebiete;

§ 4. Zur Kategorie B gehören :

a. die folgenden Pläne oder Programme:

1° die in Artikel D.53, § 1, Absatz 2 und § 2, Absatz 2 erwähnten Pläne, die von der Bewertung der Umweltverträglichkeit befreit worden sind;

2° die in Artikel D.172 des Buches II des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Präventivzonen;

3° die in Artikel D.175 des Buches II des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Überwachungszonen;

4° die in Artikel D.177, Absatz 2, 1° des Buches II des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Präventivzonen, die dazu bestimmt sind, aufgrund der besonderen umweltbezogenen Einschränkungen, denen sie unterworfen werden können, einen Schutzstatus zu erhalten;

5° die in Artikel D.177 des Buches II des Umweltgesetzbuches erwähnten Programme zur Verringerung der Ausbringungen;

6° die in Artikel D.223 des Buches II des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Gemeinnützigkeitserklärungen hinsichtlich der Niederlassung von Wassergewinnungs- oder -verteilungsanlagen oder Abwassersammelungs- oder -sanierungsanlagen;

7° die in den Artikeln 3 und 4 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe vorgesehenen Beschlüsse in Bezug auf die Einstufung der nichtschiffbaren Wasserläufe;

8° die in Artikel 8 des Dekrets vom 4. Juli 2002 über die Steinbrüche und zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Enteignungspläne und -erlasse;

9° die in Artikel 22 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Einrichtung von Forstschutzgebieten;

10° die in Artikel 14 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehenen Verwaltungspläne eines domanialen Naturschutzgebiets;

11° die in Titel IV des Forstgesetzbuches vorgesehenen Einrichtungen;

b. die folgenden Projekte:

1° die gemäß den Artikeln D.66, § 2 und D.68, § §2 und 3 einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfenen Projekte;

2° die jeweils in den Artikeln 6 und 13 des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben erwähnten Schürfgenehmigungen und Bergwerkskonzessionen;

3° die in Artikel 4 des Dekrets vom 9. Mai 1985 über die Erschließung von Halden erwähnten Genehmigungen zur Erschließung von Halden;

4° die jeweils in den Artikeln 1 und 2 des Königlichen Erlasses Nr. 83 vom 28. November 1939 über das Schürfen und Gewinnen von Asphaltgesteinen, Erdöl und Kraftgasen erwähnten Schürf- und Bewirtschaftungsgenehmigungen für bitumöses Gestein, Erdöl und Kraftgase;

5° die in Artikel 6 des Dekrets vom 4. Juli 2002 über die Steinbrüche und zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehene Gewährung von Rechten zur Benutzung und Bewirtschaftung fremder Grundstücke;

6° die in den Artikeln 11, 12 und 14 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe vorgesehene Erlaubnis zur Ausführung von außerordentlichen Arbeiten zur Verbesserung oder Abänderung von nichtschiffbaren Wasserläufen;

§ 5. Zur Kategorie C gehören die folgenden Projekte, solange sie nicht bereits in § 4, *b.*, 1° erwähnt sind:

1° die einer Umweltgenehmigung unterliegenden Projekte im Sinne des Artikels 1, 1° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

2° die einer Globalgenehmigung unterliegenden Projekte im Sinne des Artikels 1, 12° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

3° die Projekte, die einen Beschluss zur Änderung der besondere Betriebsbedingungen im Sinne des Artikels 65, § 1, Absatz 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung benötigen und die einer öffentlichen Untersuchung unterworfen werden müssen.

Abschnitt 2 — Allgemeine Grundsätze bezüglich der Beteiligung der Öffentlichkeit

Art. D.29-2 - Die Beteiligung der Öffentlichkeit bei der Ausarbeitung von umweltbezogenen Plänen und Programmen und bei dem Entscheidungsverfahren für Projekte wird gemäß dem vorliegenden Titel gewährleistet, unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen betreffend den Zugang zu Umweltinformationen.

Die Bestimmungen des vorliegenden Titels ersetzen die Modalitäten für die Beteiligung der Öffentlichkeit, die in der Gesetzgebung bezüglich der in Artikel D.29-1 erwähnten Pläne, Programme und Projekte vorgesehen sind, vorbehaltlich der Anwendung der Bestimmungen zur Festlegung erweiterter Modalitäten für die Information und Befragung der Öffentlichkeit.

Die Ergebnisse des Beteiligungsverfahrens werden gebührend berücksichtigt.

Art. D.29-3 - Wenn ein selbes Projekt kraft unterschiedlicher Gesetzgebungen einer öffentlichen Untersuchung unterworfen werden muss, wird nur eine einzige öffentliche Untersuchung, und gegebenenfalls eine einzige Informations- oder Konzertierungsversammlung organisiert, um den Anforderungen besagter Gesetzgebungen Rechnung zu tragen.

Wenn das Projekt mehreren der in Artikel D.29-1 aufgelisteten Kategorien unterliegt, gelten folgende Bestimmungen:

1° die Modalitäten der Beteiligung der Öffentlichkeit werden gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Titels für die höchste der Kategorien, denen das Projekt unterliegt, angewandt;

2° die der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Akte enthält alle nach Artikel D.29-17 erforderlichen Unterlagen für jedes der in D.29-1 erwähnten Projekte.

Art. D.29-4 - Für die Pläne und Programme der Kategorie A.2 bestimmt die Regierung auf der Grundlage des Umweltverträglichkeitsberichts oder mangels dessen auf der Grundlage des Plan- oder Programmentwurfs die Gemeinden (einschließlich der Gemeinde(n), auf die sich der Plan oder das Programm erstreckt), die durch diesen Plan oder dieses Programm betroffen werden können, und auf deren Gebiet somit eine öffentliche Untersuchung durchzuführen ist.

Für die Projekte der Kategorien B und C bestimmt die Instanz, die mit der Beurteilung der Vollständigkeit des Antrags beauftragt wird, die Gemeinden (einschließlich der Gemeinde(n), auf die sich das Projekt erstreckt), die durch dieses Projekt betroffen werden können, und auf deren Gebiet somit eine öffentliche Untersuchung durchzuführen ist.

KAPITEL II — Informationsversammlung

Art. D.29-5 - § 1. Für die Projekte der Kategorie B wird eine vorherige Informationsversammlung veranstaltet, die vor der Einreichung des Genehmigungsantrags stattfindet.

Für die Projekte der Kategorie C kann auf Initiative des Antragstellers eine vorherige Informationsversammlung veranstaltet werden, die vor der Einreichung des Genehmigungsantrags stattfindet.

Diese Informationsversammlung hat zum Gegenstand:

1° dem Antragsteller die Möglichkeit zu geben, sein Projekt vorzustellen;

2° der Bevölkerung die Möglichkeit zu bieten, sich zu informieren und ihre Bemerkungen und Anregungen über das Projekt zu unterbreiten;

3° wenn gemäß den Artikeln D.66, § 2 und D.68, §§ 2 und 3 eine Bewertung der Umweltverträglichkeit vorgeschrieben ist:

- die besonderen Punkte, die in der Umweltverträglichkeitsprüfung angeschnitten werden könnten, hervorzuheben;
- technische Alternativen vorzuschlagen, die durch den Antragsteller vernünftig erwogen werden können, damit sie bei der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt werden.

§ 2. Mindestens fünfzehn Tage vor der Informationsversammlung veröffentlicht der Antragsteller eine Bekanntmachung, die mindestens Folgendes angibt:

- 1° die Identität des Antragstellers;
- 2° die Art und den Standort des Projekts;
- 3° den Gegenstand der Versammlung wie in § 1, Absatz 3 angegeben;
- 4° das Datum, die Uhrzeit und den Ort der Informationsversammlung;
- 5° die Kontaktpersonen und deren Anschrift, wo Informationen eingeholt werden können.

Diese Bekanntmachung wird der Gemeinde übermittelt, auf deren Gebiet das Projekt durchgeführt werden soll, und in zwei Medien verbreitet, die vom Antragsteller unter folgenden Medien gewählt werden:

- 1° zwei in der Region verbreitete Tageszeitungen;
- 2° ein kommunales Informationsblatt, wenn es ein solches gibt und wenn es an die gesamte Bevölkerung ausgeteilt wird;
- 3° eine Reklamezeitung, die als Wurfsendung an die Bevölkerung ausgeteilt wird;
- 4° ein Informationsblatt, das in einem Umkreis von drei Kilometern des Ortes, an dem das Projekt betrieben werden soll, als Wurfsendung ausgeteilt wird.

Der Antragsteller sendet dem Gemeindegremium eine Abschrift der veröffentlichten Bekanntmachungen zu.

Bis zum Tag nach der Informationsversammlung wird vom Gemeindegremium eine Bekanntmachung angeschlagen, die den Absatz 1 wiedergibt, und zwar:

- 1° an den üblichen Anschlagstellen;
- 2° an vier Stellen in der Nähe des Ortes, an dem das Projekt betrieben werden soll, entlang einer öffentlichen fahrbaren Straße oder Durchfahrtsstraße.

§ 3. Wenn eine öffentliche Untersuchung auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden organisiert wird, sind die Paragraphen 1 und 2 auf jede der betroffenen Gemeinden anwendbar.

§ 4. Die Regierung bestimmt:

- 1° die Modalitäten für die Information der Öffentlichkeit;
- 2° die Modalitäten für die Organisation der Informationsversammlung;
- 3° welche Instanzen und Verwaltungen zur Informationsversammlung eingeladen werden;
- 4° die Modalitäten, nach denen die Öffentlichkeit ihre Bemerkungen, Anregungen und Anfragen zur Hervorhebung besonderer Punkte bezüglich des Projekts äußern und technische Alternativen vorschlagen kann, die durch den Antragsteller vernünftig erwogen werden können, damit sie bei der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt werden.

Art. D.29-6 - Der Vorsitz über die Informationsversammlung wird von einem Vertreter der Gemeinde übernommen. Der Umweltberater oder mangels dessen ein Vertreter der Gemeinde übernimmt das Sekretariat und nimmt das Protokoll der Versammlung auf. Dieses Protokoll hält er der Öffentlichkeit zur Verfügung und übermittelt es innerhalb von 30 Tagen nach der Informationsversammlung der zuständigen Behörde und dem Antragsteller.

Die Regierung bestimmt den Mindestinhalt des in Absatz 1 erwähnten Protokolls.

KAPITEL III — Öffentliche Untersuchung

Abschnitt 1 — Maßnahmen zur Ankündigung der öffentlichen Untersuchung

Unterabschnitt 1 — Anschlag

Art. D.29-7 - §1. Die Gemeindegremien der Gemeinden, auf deren Gebiet sich der Plan, das Programm oder das Projekt erstreckt, oder die in Anwendung des Artikels D.29-4 bestimmt wurden, schlagen am Gemeindehaus und an den üblichen Anschlagstellen eine Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung an.

Für die Projekte, sowie für die Pläne und Programme, die Standorte betreffen, die auf einer Katasterparzelle lokalisiert werden können, schlagen sie außerdem eine Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung an vier Stellen in der Nähe des Ortes an, an dem das Projekt betrieben werden soll, entlang einer öffentlichen fahrbaren Straße oder Durchfahrtsstraße.

§ 2. Die Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung wird spätestens fünf Tage vor Anfang der öffentlichen Untersuchung und während deren gesamten Dauer angeschlagen.

Sie enthält mindestens folgende Angaben:

- 1° die Bezeichnung des Plans, Programms oder Projekts, die Angabe seiner Kategorie, und der Bestimmung, aufgrund deren das Projekt einer öffentlichen Untersuchung unterworfen wird;
- 2° die Identität des Verfassers des Plans oder des Programms oder des Antragstellers;
- 3° das Datum des Anfangs und Endes der öffentlichen Untersuchung;
- 4° die Tage, Uhrzeiten und den Ort, an dem ein jeder die Akte einsehen kann;
- 5° die Personalien der für die Organisation der in Artikel D.29-16 erwähnten Treffen verantwortlichen Person;
- 6° den Empfänger und die Anschrift, an die die Beschwerden und Bemerkungen gesandt werden können, und den äußersten Termin für die Einsendung;
- 7° das Datum, die Uhrzeit oder den Ort der Abschlussitzung der öffentlichen Untersuchung;
- 8° die Art des zu treffenden Beschlusses und die Bezeichnung der zuständigen Behörde;
- 9° gegebenenfalls das Vorhandensein einer Umweltverträglichkeitsprüfung oder eines Umweltverträglichkeitsberichts;
- 10° gegebenenfalls die Tatsache, dass der Plan, das Programm oder das Projekt Gegenstand eines Verfahrens zur Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt in einem grenzüberschreitenden Rahmen ist;

11° die Angabe der sonstigen verfügbaren umweltbezogenen Informationen in Verbindung mit dem Plan, Programm oder Projekt;

12° die Personalien des (der) Umweltberater(s) oder mangels dessen des (der) Raumordnungs- und Städtebauberater(s) der Gemeinde(n), auf deren Gebiet eine öffentliche Untersuchung organisiert wird, wenn sie über einen solchen Berater verfügt(verfügen).

§ 3. Die Regierung bestimmt die Formen der Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung. Sie kann bestimmen, welche sonstigen Angaben auf dieser Bekanntmachung stehen müssen.

Die Regierung kann die Modalitäten vorsehen, nach denen die Regionalverwaltung den Gemeinden regelmäßig die Liste der Umweltinformationen mitteilt, über die sie verfügt.

Unterabschnitt 2 — Informationen per Computer, Fernsehen, Radio und durch die geschriebene Presse

Art. D.29-8 - Neben den in Artikel D.29-7 vorgesehen Bestimmungen für den Anschlag, wird die öffentliche Untersuchung ebenfalls folgendermaßen angekündigt:

a. für die Pläne und Programme der Kategorie A.1, auf Initiative des Verfassers des Plans oder des Programms:

1° durch eine im Belgischen Staatsblatt veröffentlichte Bekanntmachung;

2° durch eine Bekanntmachung auf dem Umwelt-Portal der Webseite der Wallonischen Region;

3° und für die Pläne und Programme mit Ausnahme der Umweltvereinbarungen:

- durch eine Bekanntmachung in mindestens drei auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region verbreiteten Tageszeitungen, wovon eine in deutscher Sprache;

- durch eine Mitteilung, die mindestens dreimal von der R.T.B.F. und dem Belgischen Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft gesendet wird;

b. für die Pläne und Programme der Kategorie A.2 und B, auf Initiative des Verfassers des Plans oder des Programms, und für die Projekte der Kategorie B, auf Initiative des Antragstellers:

1° durch eine Bekanntmachung in den lokalen Seiten zweier in der Wallonischen Region weit verbreiteter Tageszeitungen, von denen mindestens eine auf dem Gebiet jeder der Gemeinden verbreitet wird, in denen die öffentliche Untersuchung organisiert wird; wenn eine der betreffenden Gemeinden deutscher Sprache ist, muss mindestens eine der beiden Tageszeitungen deutscher Sprache sein;

2° durch eine Bekanntmachung in einem Gemeinde-Informationsblatt oder einer Reklamezeitung, die kostenlos per Wurfung an die Bevölkerung der Gemeinden, auf die sich das Projekt, der Plan oder das Programm erstreckt, ausgeteilt werden, wenn ein solches Informationsblatt oder eine solche Reklamezeitung besteht.

Die Bekanntmachung wird ebenfalls auf der Webseite der betroffenen Gemeinde veröffentlicht.

Art. D.29-9 - Die Bekanntmachungen bzw. Mitteilungen werden innerhalb von acht Tagen vor Anfang der Untersuchung veröffentlicht oder gesendet.

Unterabschnitt 3 — Zustellung

Art. D.29-10 - § 1. Für die Projekte der Kategorien B und C stellt die Gemeindeverwaltung der Gemeinde(n), auf deren Gebiet die öffentliche Untersuchung organisiert wird, innerhalb von acht Tagen nach Eingang des Beschlusses, durch den die Akte als vollständig und zulässig erklärt wird, jedem Eigentümer und Bewohner der Gebäude, die sich in einem ab der Abgrenzung der von dem Projekt betroffenen Katasterparzelle(n) bemessenen Umkreis von zweihundert Metern für die Projekte der Kategorien B und von fünfzig Metern für die Kategorien C befinden, eine schriftliche Bekanntmachung bezüglich der Einreichung des Genehmigungsantrags und der Führung der öffentlichen Untersuchung zu.

Die Zustellung an die Eigentümer erfolgt an deren Wohnsitz auf der Grundlage der am Anfang der Untersuchung verfügbaren Katasterheberolle.

Wenn die Eigentümer und Bewohner der betroffenen Immobilien der Gemeindeverwaltung eine elektronische Anschrift mitgeteilt haben, die zwecks der Zustellung benutzt werden kann, kann die in Absatz 2 vorgesehene Zustellung über diese elektronische Anschrift stattfinden.

§ 2. Die Gemeindeverwaltung der Gemeinde(n), auf deren Gebiet die öffentliche Untersuchung organisiert wird, stellt die in § 1 erwähnte Zustellung den Inhabern von sich aus durch menschliches Eingreifen oder vertragliche Verpflichtungen entstandenen Dienstbarkeiten ergebenden Rechten bezüglich der Benutzung des in dem Antrag angegebenen Bodens, die die Genehmigung löschen oder ändern würde, nach denselben Modalitäten zu.

Wenn die Inhaber der betroffenen Rechte der Gemeindeverwaltung eine elektronische Anschrift mitgeteilt haben, die zwecks der Zustellung benutzt werden kann, kann die in Absatz 2 vorgesehene Zustellung über diese elektronische Anschrift stattfinden.

§ 3. Die Gemeindeverwaltung der Gemeinde(n), auf deren Gebiet die öffentliche Untersuchung organisiert wird, stellt die in § 1 erwähnte Zustellung den öffentlichen Verwaltungen zu, von denen eine Verkehrsverbindung, ein Wasserlauf, ein Bauwerk oder irgendeine Einrichtung innerhalb des in § 1 bestimmten Umkreises abhängen.

Wenn diese Verwaltungen über eine öffentliche elektronische Anschrift verfügen, kann die Zustellung über diese elektronische Anschrift stattfinden.

Art. D.29-11 - § 1. Wenn ein Plan, Programm oder Projekt einem Umweltverträglichkeitsbericht oder einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegt und die Regierung bei der Beschlussfassung in Anwendung des Artikels D.56 § 2 oder die in Anwendung des Artikels D.68 § 1 mit der Prüfung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde feststellt, dass dieser Plan, dieses Programm oder Projekt erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines anderen, dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen als Vertragspartei angehörenden Staats haben könnte, oder wenn eine andere Region, ein anderer Mitgliedstaat der Europäischen Union oder ein anderer Staat, der das oben genannte Übereinkommen unterzeichnet hat, dies beantragt, wird der Plan- oder Programmwurf oder die Akte zum Genehmigungsantrag unter Beifügung entweder des Umweltverträglichkeitsberichts oder der Umweltverträglichkeitsprüfung und gegebenenfalls der eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen der Akte den zuständigen Behörden dieser anderen Region, dieses anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder dieses anderen, dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen als Vertragspartei angehörenden Staats übermittelt.

Die Regierung kann Folgendes bestimmen:

1° die Instanzen, die mit der Übermittlung des Plan- oder Programmwurfs oder der Akte zum Genehmigungsantrag an die in Absatz 1 erwähnten Behörden beauftragt sind;

2° die Modalitäten, nach denen die zuständigen Behörden der Region oder des Staats, die(der) in Mitleidenschaft gezogen werden könnten, an dem Verfahren zur Bewertung der Umweltauswirkungen teilnehmen können;

3° die Modalitäten, nach denen die in Artikel D.29-24 und D.29-25 erwähnten Informationen den in Absatz 1 erwähnten Behörden übermittelt werden.

§ 2. Wenn ein Plan, Programm oder Projekt, der(das) sich auf dem Gebiet einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines anderen, dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen als Vertragspartei angehörenden Staats befindet, erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt der Wallonischen Region haben kann, werden die Informationen über den Plan, das Programm oder Projekt, denen die von den zuständigen Behörden dieser anderen Region oder dieses anderen Staats übermittelten Dokumente zur Bewertung der Auswirkungen beigefügt werden, der Öffentlichkeit und den von der Regierung bezeichneten Instanzen zur Verfügung gestellt.

Die Regierung bestimmt:

1° die Modalitäten, nach denen die in Absatz 1 erwähnten Informationen der Öffentlichkeit und den in Absatz 1 erwähnten Instanzen zur Verfügung gestellt werden;

2° die Modalitäten, nach denen die Stellungnahme der Öffentlichkeit und der zu Rate gezogenen Instanzen eingeholt und übermittelt werden.

Unterabschnitt 4 — Zusätzliche Bekanntmachung

Art. D.29-12 – Die für die Verabschiedung des Plans oder Programms und für die Ausstellung der Genehmigungen bezüglich der Projekte zuständige Behörde sowie das Gemeindekollegium der Gemeinden, die die öffentliche Untersuchung organisieren, können jede zusätzliche Form von Bekanntmachung und Befragung unter Einhaltung der ihnen vorgeschriebenen Beschlussfristen vornehmen.

Abschnitt 2 — Öffentliche Untersuchung

Art. D.29-13 - § 1. Die öffentliche Untersuchung dauert:

1° fünfundvierzig Tage für die Pläne oder Programme der Kategorie A.1 und A.2;

2° dreißig Tage für die Pläne, Programme oder Projekte der Kategorie B;

3° fünfzehn Tage für die Projekte der Kategorie C.

Falls der letzte Tag der öffentlichen Untersuchung auf einen Samstag, Sonntag oder auf einen gesetzlichen Feiertag fällt, wird die öffentliche Untersuchung bis zum ersten nachfolgenden Werktag verlängert.

§ 2. Die öffentliche Untersuchung wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August und zwischen dem 24. Dezember und dem 1. Januar ausgesetzt.

Diese Aussetzung bewirkt die Verlängerung:

1° der Fristen, die den zu Rate gezogenen Instanzen zur Abgabe ihres Gutachtens vorgeschrieben werden;

2° der Fristen, die den Beamten oder Verwaltungen zur Übermittlung ihres Untersuchungsberichts oder zusammenfassenden Berichts vorgeschrieben werden;

3° der Frist, die der für die Verabschiedung des Plans oder Programms oder für die Ausstellung oder Übermittlung der Genehmigung an ihren Antragsteller zuständigen Behörde vorgeschrieben wird.

Abschnitt 3 — Modalitäten für den Zugang zu Informationen im Rahmen der öffentlichen Untersuchung

Art. D.29-14 - § 1. Unbeschadet des Artikels D.29-15 enthält die der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Akte den Plan- oder Programmwurf oder den Genehmigungsantrag.

Gegebenenfalls enthält die Akte:

1° die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit im Original oder in vom Verfasser beglaubigter Abschrift;

2° die Umweltverträglichkeitsprüfung im Original oder in vom Verfasser beglaubigter Abschrift unter Beifügung der nichttechnischen Zusammenfassung;

3° den Umweltverträglichkeitsbericht im Original oder in vom Verfasser beglaubigter Abschrift;

4° den Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsprüfung oder zur Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit im Original oder in vom Verfasser beglaubigter Abschrift;

5° die Abschrift der im Rahmen der in Artikel D.29-5 erwähnten Informationsversammlung geäußerten Bemerkungen und Anregungen, sowie das in Artikel D.29-6 erwähnte Protokoll;

6° die Abschrift der in Anwendung der geltenden Regelung abgegebenen Gutachten, Bemerkungen und Anregungen. Diese Gutachten, Bemerkungen und Anregungen werden ab deren Eingang bei der zuständigen Behörde von dieser in die der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Akte eingefügt oder der oder den Gemeinden, auf deren Gebiet die öffentliche Untersuchung organisiert wird, übermittelt, um der der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Akte beigefügt zu werden.

§ 2. Die Regierung kann für jeden der Pläne oder für jedes der Programme oder Projekte, die in Artikel D.29-1 erwähnt werden, die Unterlagen angeben, die abgesehen von den in Paragraph 1 erwähnten Unterlagen die der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Akte bilden.

Art. D.29-15 - Falls ein Genehmigungsantrag bezüglich eines Projekts der Kategorie B oder C eingereicht wird, beschließt die mit der Beurteilung der Vollständigkeit dieses Antrags beauftragte Instanz, ob Anlass besteht, bestimmte Angaben angesichts der Gründe und Kriterien für die Beschränkung des Zugangs zu Informationen des Artikels D.19 und der Artikel 6 und 9 des Gesetzes vom 11. April 1994 über die Öffentlichkeit der Verwaltung der öffentlichen Untersuchung zu entziehen.

In der Akte des der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Antrags wird angegeben, ob die mit der Beurteilung der Vollständigkeit dieses Antrags beauftragte Instanz beschlossen hat, bestimmte Angaben der Untersuchung zu entziehen.

Art. D.29-16 - Ab der Ankündigung der öffentlichen Untersuchung und bis zum Tag ihres Abschlusses kann die der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Akte kostenlos bei der Gemeindeverwaltung der Gemeinde(n), auf deren Gebiet die öffentliche Untersuchung organisiert wird, eingesehen werden.

Die in Absatz 1 erwähnte Akte kann während den Öffnungszeiten der Büros, sowie einmal in der Woche bis um zwanzig Uhr oder samstags morgens eingesehen werden.

Falls die Einsichtnahme an einem Werktag nach sechzehn Uhr oder samstags morgens stattfindet, meldet sich die Person, die die Akte einzusehen wünscht, spätestens vierundzwanzig Stunden im Voraus beim Umweltberater oder bei dessen Abwesenheit beim Gemeindegremium oder bei dem zu diesem Zweck beauftragten Gemeindebediensteten an. Falls sich niemand angemeldet hat, fällt der Bereitschaftsdienst aus.

Art. D.29-17 - Jede Person kann beim Umweltberater oder bei dessen Abwesenheit beim Gemeindegremium oder bei dem zu diesem Zweck beauftragten Gemeindebediensteten Erläuterungen zum Plan, Programm oder Projekt erhalten.

Art. D.29-18 - Die Beschwerden und Bemerkungen werden vor Abschluss der Untersuchung oder am Tag der Abschlussitzung per Fernkopierer, per E-Mail, falls die Gemeinde zu diesem Zweck eine Adresse bestimmt hat, per gewöhnliche Post übermittelt oder dem Umweltberater, dem Gemeindegremium oder dem zu diesem Zweck beauftragten Gemeindebediensteten ausgehändigt.

Unter Gefahr der Nichtigkeit werden die Postsendungen oder Fernkopien datiert und unterzeichnet; E-Mails enthalten deutlich die Identität des Einsenders und werden mit dem Datum versehen.

Die mündlichen Beschwerden und Bemerkungen werden ebenfalls auf Anmeldung vom Umweltberater oder bei dessen Abwesenheit von dem zu diesem Zweck beauftragten Gemeindebediensteten entgegengenommen und von diesem schriftlich niedergelegt und vor Abschluss der Untersuchung dem Gemeindegremium übermittelt.

Art. D.29-19 - Am letzten Tag der öffentlichen Untersuchung organisiert ein Mitglied des Gemeindegremiums oder ein zu diesem Zweck beauftragter Bediensteter eine Abschlussitzung, im Laufe derer alle angehört werden, die es wünschen. Der Umweltberater oder bei dessen Abwesenheit das Mitglied des Gemeindegremiums oder der zu diesem Zweck beauftragte Bedienstete führt den Vorsitz der Sitzung. Innerhalb von fünf Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung nimmt dieser das Abschlussprotokoll auf, wobei er die unterbreiteten Beobachtungen und Bemerkungen darin schriftlich niederlegt und es unterzeichnet.

Abschnitt 4 — Ersetzungsbefugnis

Art. D.29-20 - Falls die Gemeinde bei der Organisation der öffentlichen Untersuchung ihren Verpflichtungen nicht nachkommt, kann die Regierung oder deren Vertreter dem Gemeindegremium der betroffenen Gemeinde per gewöhnliche Post einen begründeten Verweis zusenden, in dem sie(er) ihm die Maßnahmen angibt, die es noch zu treffen hat und eine Frist gewährt, innerhalb deren es diese Maßnahmen zu treffen und seine Haltung zu begründen hat.

Falls nicht auf diesen Verweis eingegangen wird, kann die Regierung oder deren Vertreter gemäß den Modalitäten, die von der Regierung verabschiedet werden können, an die Stelle der Gemeinde treten und jede nützliche Maßnahme an Stelle der Gemeindebehörden treffen.

KAPITEL IV — Bekanntmachung bezüglich des Beschlusses

Art. D.29-21 - Der Beschluss zur Verabschiedung oder Genehmigung eines Plans oder Programms der Kategorie A.1 und A.2, die Umwelterklärung und die verabschiedeten Maßnahmen betreffend die weitere Bearbeitung werden im *Belgischen Staatsblatt* und im Umweltportal der Webseite der Wallonischen Region, sowie in der Webseite der betroffenen Gemeinde(n) im Falle der Pläne und Programme der Kategorie A.2 veröffentlicht.

Die Gemeinde oder die Regierung können jede zusätzliche Form von Bekanntmachung beschließen.

Art. D.29-22 - § 1. Der Beschluss zur Verabschiedung oder Genehmigung eines Plans oder Programms der Kategorie B wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* und im Umweltportal der Webseite der Wallonischen Region veröffentlicht.

§ 2. Der Beschluss zur Verabschiedung oder Genehmigung eines Plans oder Programms der Kategorie B und der Beschluss der zuständigen Behörde bezüglich eines Projekts der Kategorie B oder C werden während zwanzig Tagen an den üblichen Anschlagstellen in der oder den Gemeinden, auf deren Gebiet die öffentliche Untersuchung organisiert wurde, angeschlagen.

Außerdem wird für die Projekte der Kategorie B oder C die Bekanntmachung vollkommen sichtbar an dem von dem Projekt betroffenen Gut angeschlagen.

Angegeben werden in dieser Bekanntmachung:

- 1° das Ziel des Beschlusses;
- 2° die Stelle oder Stellen, an denen der Beschluss, die Bedingungen, die diesen eventuell begleiten, die Gründe und Erwägungen, auf die er sich stützt, einschließlich der Informationen bezüglich des Verfahrens der Öffentlichkeitsbeteiligung und gegebenenfalls die Beschreibung der hauptsächlichsten, zur Vermeidung, Verringerung und wenn möglich zum Ausgleich der wesentlichen negativen Auswirkungen bestimmten Maßnahmen eingesehen werden können;
- 3° das Vorhandensein einer Umwelterklärung, falls diese erforderlich ist;
- 4° die Begleitmodalitäten, wenn sich der Beschluss auf einen Plan oder ein Programm bezieht, der dem Umweltverträglichkeitsbericht unterliegt;
- 5° die Uhrzeiten, zu denen der Beschluss eingesehen werden kann, und zwar mindestens einmal in der Woche werktags bis um zwanzig Uhr oder samstags morgens auf Anmeldung. In der Bekanntmachung wird ebenfalls angegeben, dass falls die Einsichtnahme an einem Werktag nach sechzehn Uhr oder samstags morgens stattfindet, sich die Person, die die Akte einzusehen wünscht, spätestens vierundzwanzig Stunden im Voraus beim Umweltberater oder bei dessen Abwesenheit beim Gemeindegremium oder bei dem zu diesem Zweck beauftragten Gemeindebediensteten anmelden muss;
- 6° die Anschrift der von der Regierung bezeichneten Instanz oder Behörde, bei der die Einsprüche eingereicht werden können, sowie die Formen und Fristen, durch die sie geregelt werden;
- 7° das Recht einer jeden Person, gemäß den Bestimmungen des Titels I des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches in den Dienststellen der zuständigen Behörde Zugang zu der Akte zu haben.

Die Bekanntmachung wird vom Gemeindegremium vorgenommen, und zwar innerhalb von zehn Tagen:

- 1° entweder ab der Verabschiedung des Beschlusses, wenn die beschlussfassende Behörde die Gemeinde ist;
- 2° oder ab der Zustellung des Beschlusses an die Gemeinde in den anderen Fällen;
- 3° oder ab dem Ablauf der Fristen, die der zuständigen Behörde zur Einsendung ihres Beschlusses vorgeschrieben werden, falls eine Rechtswirkung mit diesem Fälligkeitstermin verbunden ist.

§ 3. Der Beschluss zur Verabschiedung oder Genehmigung eines Plans oder Programms der Kategorie B, sowie die Umwelterklärung und die verabschiedeten Maßnahmen betreffend die weitere Bearbeitung, und der Beschluss der zuständigen Behörde bezüglich eines Projekts der Kategorie B oder C werden von der zuständigen Behörde:

- 1° der(den) Gemeinde(n), auf deren Gebiet die öffentliche Untersuchung organisiert wird,
- 2° dem Antragsteller und den von der Regierung bezeichneten Instanzen,
- 3° den im Rahmen des Verfahrens zur Untersuchung des Antrags zu Rate gezogenen Verwaltungen und öffentlichen Behörden zugestellt.

Die in Absatz 1, 2° erwähnte Zustellung erfolgt per Einschreiben bei der Post oder durch jedes andere Mittel, durch die der Einsendung ein sicheres Datum verliehen werden kann.

Die in Absatz 1, 1° und 3° erwähnte Zustellung erfolgt per gewöhnliche Post oder per E-Mail. Die in Absatz 2 erwähnte Information wird durch dieselben Mittel zugestellt.

Für die Pläne oder Programme der Kategorie B erfolgt die Zustellung innerhalb von zehn Tagen ab deren Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt. Für die Projekte der Kategorie B oder C erfolgt die Zustellung unter Vorbehalt der Anwendung der Bestimmungen, in denen andere Zustellungsfristen festgelegt werden, innerhalb von zehn Tagen ab dem Beschluss.

Art. D.29-23 - Falls ein Plan oder Programm in Ermangelung einer Verabschiedung oder Ablehnung seitens der Regierung innerhalb der vorgeschriebenen Fristen stillschweigend verabschiedet oder abgelehnt wird, wird auf Initiative der Regierung entweder die Bekanntmachung, durch die die zuständige Behörde die stillschweigende Genehmigung des Plans oder Programms feststellt, oder die Bekanntmachung, durch die der Plan als abgelehnt gilt, im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Falls das Projekt in Ermangelung eines ausdrücklichen Beschlusses seitens der zuständigen Behörde als abgelehnt oder gewährt gilt, wird in der in Artikel D.29-22 vorgesehenen Bekanntmachung angegeben, dass entweder der Antrag abgelehnt wird, oder der Beschluss als gewährt gilt, wobei die als Beschluss geltende Unterlage, sowie die in Paragraph 2, 2°, 5°, 6° und 7° erwähnten Informationen angegeben werden.

Art. D.29-24 - Während der gesamten Bekanntmachungsperiode ist der Beschluss oder die gleichwertige Unterlage, einschließlich der Umwelterklärung und der in Artikel D.29-22, § 2, Absatz, 3° und 4° erwähnten verabschiedeten Maßnahmen betreffend die weitere Bearbeitung gemäß den in Artikel D.29-16 festgelegten Modalitäten zugänglich.

Nach Abschluss der Bekanntmachungsfrist erstellt der Bürgermeister eine Bescheinigung, die diese Bekanntmachung bestätigt.

KAPITEL V — Begleitausschuss

Art. D.29-25 - Für die Projekte der Kategorie B oder C kann die zuständige Behörde die Genehmigung mit der Notwendigkeit verknüpfen, einen Begleitausschuss einzusetzen.

Der Begleitausschuss ist ein Organ zum Dialog zwischen dem Antragsteller, den öffentlichen Behörden und der Bevölkerung hinsichtlich eines genehmigten Projekts.

Er kann der zuständigen Behörde auf Initiative oder auf Antrag ein Gutachten abgeben.

Art. D.29-26 - Der Begleitausschuss setzt sich zusammen aus:

- 1° Vertretern einer jeden der Gemeinden, in der für das betroffene Projekt eine öffentliche Untersuchung organisiert wurde;
- 2° Vertretern der zuständigen Behörde und der betroffenen Verwaltungen;
- 3° Vertretern der lokalen Bevölkerung, sowie Sachverständigen oder Vertretern von Vereinigungen, die von diesen eingeladen werden;
- 4° Vertretern des Antragstellers.

In der Genehmigung wird die Anzahl der Vertreter pro Gruppe angegeben.

Der oder die Umweltberater der Gemeinde(n), auf deren Gebiet die öffentliche Untersuchung organisiert wurde, sind von Rechts wegen Mitglieder des Begleitausschusses.

Die Vertreter einer jeden Gruppe sind unabhängig und dürfen weder persönlich, noch durch Verwandtschaft bis zum vierten Grad mit einer anderen Gruppe in Verbindung stehen.

Der Vorsitz des Ausschusses kann von einem Mitglied des Ausschusses oder von einem Vertreter des Dienstes geführt werden, das(der) dessen Sekretariat übernimmt.

Art. D.29-27. Der eingerichtete Begleitausschuss verabschiedet im Laufe seiner ersten Versammlung eine allgemeine Dienstordnung.

Die Dienstordnung bestimmt insbesondere:

- 1° die Modalitäten für die Einberufung;
- 2° die Modalitäten für die Ausarbeitung und Mitteilung der Dienstordnung;
- 3° die Modalitäten für den Ablauf der Versammlungen;
- 4° die Häufigkeit der Versammlungen.

Der Vorsitzende des Ausschusses stellt das Protokoll einer jeden Versammlung des Begleitausschusses auf.».

KAPITEL II — Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen

Abschnitt 1 — Buch I des Umweltgesetzbuches

Art. 6 - In Artikel D.10 des Buches I des Umweltgesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 16. März 2006, werden die Wörter «zur Information, Befragung und Beteiligung der Bevölkerung und der Nachbarschaft» durch die Wörter «zur Beteiligung der Öffentlichkeit» ersetzt.

Art. 7 - In Artikel D.11 des Buches I des Umweltgesetzbuches werden die Definitionen 3° bis 6° außer Kraft gesetzt.

Art. 8 - Artikel D.19, § 2, Absatz 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 16. März 2006 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

„Die öffentliche Behörde darf keinen Antrag ablehnen, wenn dieser:

- 1° sich auf eine gemäß den Artikeln D.29.14 und D.29.15 unterworfenen öffentliche Untersuchung bezieht;

2° oder Informationen in Bezug auf Emissionen in die Umwelt betrifft, aus einem der in Paragraph 1, *a., d., f., g.* und *h* erwähnten Gründen.»

Art. 9 - Artikel D.41 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird durch folgenden Artikel ersetzt: «Der Planentwurf wird von der Regierung einer öffentlichen Untersuchung gemäß den Modalitäten des Titels III des Teils III des vorliegenden Gesetzbuches unterworfen.»

Art. 10 - In Artikel D.43 des Buches I des Umweltgesetzbuches werden die Absätze 3 und 4 außer Kraft gesetzt.

Art. 11 - Artikel D.49 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. D.49 - Zur Anwendung des vorliegenden Teils versteht man unter «Genehmigungen»:

a. die Umweltgenehmigungen und Globalgenehmigungen;

b. die aufgrund der Artikel 84, 89 und 127 des CWATUP gewährten Genehmigungen;

c. die aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden ausgestellten Erschließungsgenehmigungen;

d. die von der Regierung angeführten, in Anwendung der Gesetze, Dekrete, Regelungen getroffenen Verwaltungsmaßnahmen, durch die die gesamte oder teilweise Durchführung oder die Möglichkeit zur Durchführung eines Projekts entschieden wird.»

Art. 12 - In Artikel D.57 des Buches I des Umweltgesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden die Wörter «mit einer Mindestdauer von sechzig Tagen» durch die Wörter «gemäß den Modalitäten des Titels III des Teils III des vorliegenden Gesetzbuches» ersetzt;

2° Paragraph 2 wird außer Kraft gesetzt.

Art. 13 - Artikel D.58 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 14 - Die Absätze 2 und 3 des Artikels D.60 des Buches I des Umweltgesetzbuches werden außer Kraft gesetzt.

Art. 15 - In Paragraph 3 des Artikel D.61 des Buches I des Umweltgesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 10. November 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter «eine öffentliche Untersuchung» werden gestrichen;

2° Punkt 1° wird außer Kraft gesetzt;

3° Punkt 2° wird zum Punkt 1° und Punkt 3 wird zum Punkt 2°.

Art. 16 - In Artikel D.70 des Buches I des Umweltgesetzbuches werden die Wörter «in Artikel 1 des CWATUP erwähnten» zwischen die Wörter «bezüglich eines» und das Wort «Raumordnungsplans» eingefügt.

Art. 17 - Artikel D.71 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 18 - In Artikel D.72 des Buches I des Umweltgesetzbuches werden die Wörter «in Artikel 1 des CWATUP» zwischen die Wörter «bezüglich eines» und das Wort «Raumordnungsplans» eingefügt.

Art. 19 - Artikel D.74 des Buches I des Umweltgesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 10. November 2006, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. D.74 - Die Projekte, die Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung sind, unterliegen einer öffentlichen Untersuchung gemäß den Modalitäten des Titels III des Teils III des vorliegenden Gesetzbuches.»

Art. 20 - Artikel D.75 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 21 - Artikel D.76 des Buches I des Umweltgesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 10. November 2006, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 22 - Artikel D.77 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 23 - In Artikel D.86 des Buches I des Umweltgesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 des Paragraphen 2 wird durch folgenden Paragraphen ersetzt:

«Das Umweltvereinbarungsprojekt unterliegt einer öffentlichen Untersuchung gemäß den Modalitäten des Titels III des Teils III des vorliegenden Gesetzbuches.»;

2° die Absätze 3 und 4 des Paragraphen 2 werden außer Kraft gesetzt;

3° Paragraph 4 wird außer Kraft gesetzt.

Abschnitt 2 — Buch II des Umweltgesetzbuches

Art. 24 - In Artikel D. 172, § 2, Absatz 1 des Buches II des Umweltgesetzbuches werden die Wörter «nach einer öffentlichen Untersuchung gemäß den Modalitäten des Buches I des Umweltgesetzbuches» hinter die Wörter «von der Regierung» gesetzt.

Art. 25 - In Artikel D.175, § 1 des Buches II des Umweltgesetzbuches werden die Wörter «nach einer öffentlichen Untersuchung gemäß den Modalitäten des Buches I des Umweltgesetzbuches» zwischen die Wörter «Sie bestimmt» und «die Modalitäten» eingefügt.

Art. 26 - In Artikel D.177, Absatz 2 des Buches II des Umweltgesetzbuches werden:

1° in Punkt 1° die Wörter «Nach einer öffentlichen Untersuchung gemäß den Modalitäten des Buches I des Umweltgesetzbuches» vor die Wörter «Gebiete bezeichnen» gesetzt;

2° in Punkt 2° die Wörter «Nach einer öffentlichen Untersuchung gemäß den Modalitäten des Buches I des Umweltgesetzbuches» vor die Wörter «Programme einsetzen» gesetzt.

Art. 27 - In Artikel D.223 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 des ersten Paragraphen werden die Wörter «einer Untersuchung» durch die Wörter «einer öffentlichen Untersuchung gemäß den Modalitäten des Buches I des Umweltgesetzbuches» ersetzt;

2° in Punkt 1° des Paragraphen 3 werden die Wörter «die durch die Behörden, die mit einem solchen Antrag befasst werden, vorzunehmenden Ermittlungen» gestrichen.

Abschnitt 3 — Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe

Art. 28 - In Artikel 19 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter «3, 4, 8, 10, 11, 12, 13, 14 und 18» durch die Wörter «8 und 13» ersetzt;

2° zwischen die Absätze 1 und 2 wird folgender Absatz eingefügt:

«Den in Ausführung der Artikel 3, 4, 11, 12 und 14 gefassten Beschlüssen geht eine öffentliche Untersuchung gemäß den Modalitäten des Buches I des Umweltgesetzbuches vor.»

Abschnitt 4 — Gesetz vom 22. Dezember 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der Landbesitze

Art. 29 - In Artikel 6 des Gesetzes vom 22. Dezember 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der Landbesitze werden im französischen Text folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter «pendant trente jours à la maison communale des communes sur le territoire desquelles sont situés les biens compris dans le plan parcellaire» durch die Wörter «selon les modalités définies au Livre I du Code de l'Environnement» ersetzt;

2° die Absätze 2 und 4 werden außer Kraft gesetzt;

3° in Absatz 3, der zum Absatz 2 wird, werden die Wörter «de ce dépôt» durch die Wörter «de l'enquête publique» ersetzt.

Art. 30 - In Artikel 7 desselben Gesetzes werden die Absätze 1 und 2 außer Kraft gesetzt.

Art. 31 - In Artikel 9 desselben Gesetzes werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter «à la maison communale des communes sur le territoire desquelles sont situés les biens compris dans le bloc, tout intéressé est admis à en prendre connaissance» durch die Wörter «selon les modalités définies au Livre I du Code de l'Environnement» ersetzt;

2° in Absatz 2 werden die Wörter «que cette dernière n'a cours que pendant un délai de quinze jours, et» gestrichen.

Art. 32 - In Artikel 21 desselben Gesetzes werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter «pendant trente jours à la maison communale de celle des communes sur le territoire de laquelle est située la partie du bloc qui est relativement la plus grande, ou au siège du comité» durch die Wörter «selon les modalités définies au Livre I du Code de l'Environnement» ersetzt;

2° in Absatz 1 werden die Wörter «de l'article 6, alinéas 2 et 4, ainsi que les dispositions» gestrichen;

3° in Absatz 2 werden die Wörter «du dépôt» durch die Wörter «de l'enquête publique» ersetzt.

Art. 33 - In Artikel 24 desselben Gesetzes werden die Wörter «de commodo et incommodo annoncé par voie d'affichage» durch die Wörter «publiques selon les modalités définies au Livre I du Code de l'Environnement» ersetzt.

Art. 34 - In Artikel 35 desselben Gesetzes werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter «pendant trente jours à la maison communale de celle des communes sur le territoire de laquelle est située la partie du bloc qui est relativement la plus grande, ou au siège du comité» durch die Wörter «selon les modalités définies au Livre I du Code de l'Environnement» ersetzt;

2° in Absatz 1 werden die Wörter «de l'article 6, alinéas 2 et 4, ainsi que les dispositions» gestrichen;

3° in Absatz 2 werden die Wörter «du dépôt» durch die Wörter «de l'enquête publique» ersetzt.

Art. 35 - In Artikel 42 desselben Gesetzes werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter «pendant trente jours à la maison communale de celle des communes sur le territoire de laquelle est située la partie du bloc qui est relativement la plus grande, ou au siège du comité» durch die Wörter «selon les modalités définies au Livre I du Code de l'Environnement» ersetzt;

2° in Absatz 1 werden die Wörter «de l'article 6, alinéas 2 et 4, ainsi que les dispositions» gestrichen.

Abschnitt 5 — Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung

Art. 36 - Artikel 14 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Der besondere Verwaltungsplan unterliegt den durch das Umweltgesetzbuch vorgesehenen Modalitäten für die Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt.»

Art. 37 - Artikel 22 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Die Gestaltung der Forstschutzgebiete unterliegt den durch das Buch I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Modalitäten für die Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt.»

Art. 38 - In Artikel 25 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, so wie dieser durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen wieder eingeführt wurde, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 3, Absatz 2 wird folgendermaßen ergänzt: „Sie unterliegt den durch das Umweltgesetzbuch vorgesehenen Modalitäten für die Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt.»;

2° Paragraph 4, Absatz 3 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Der Erlass zur Aufhebung der Klassifizierung» unterliegt den durch das Umweltgesetzbuch vorgesehenen Modalitäten für die Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt.»;

3° Paragraph 4, Absatz 4 wird außer Kraft gesetzt;

4° Paragraph 5, Absatz 3 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Der Erlass zur Aufhebung der Klassifizierung unterliegt den durch das Umweltgesetzbuch vorgesehenen Modalitäten für die Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt.»;

5° Paragraph 5, Absatz 4 wird außer Kraft gesetzt;

6° Paragraph 6 wird außer Kraft gesetzt.

Art. 39 - In Artikel 26 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, so wie dieser durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen wieder eingeführt wurde, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2. Der Bezeichnungserlass unterliegt den durch das Buch I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Modalitäten für die Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt.»;

2° in Paragraph 3, Absatz 1 werden im französischen Text die Wörter «Dans le mois de la notification de l'arrêté de désignation aux propriétaires et occupants» durch die Wörter «Dans le mois de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté de désignation en vertu de la procédure de publicité des décisions prévue par le Livre I du Code de l'Environnement» ersetzt.

Abschnitt 6 — Gesetz vom 10. Januar 1978 über die Sondermaßnahmen
in Sachen Flurbereinigung auf gütlichem Wege der ländlichen Güter

Art. 40 - In Artikel 19 des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über die Sondermaßnahmen in Sachen Flurbereinigung auf gütlichem Wege der ländlichen Güter werden im französischen Text folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Le comité provincial soumet à enquête publique selon les modalités définies au Livre I du Code de l'Environnement les plans et Tableaux prévus à l'article 18.»;

2° die Absätze 2 und 3 werden außer Kraft gesetzt.

Art. 41 - In Artikel 45, Absatz 1 desselben Gesetzes wird der zweite Satz durch folgenden Satz ersetzt: „A cet effet, le comité provincial sollicite l'avis des conseils communaux intéressés et procède à une enquête publique selon les modalités définies au Livre I du Code de l'Environnement.»

Abschnitt 7 — Gesetz vom 12. Januar 1976 über die Sondermaßnahmen
in Sachen Flurbereinigung der ländlichen Güter bei der Durchführung umfangreicher Infrastrukturarbeiten

Art. 42 - In Artikel 13 des Gesetzes vom 12. Januar 1976 über die Sondermaßnahmen in Sachen Flurbereinigung der ländlichen Güter bei der Durchführung umfangreicher Infrastrukturarbeiten werden im französischen Text folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter «pendant trente jours dans la commune où le comité a établi son siège» durch die Wörter «selon les modalités définies au Livre I du Code de l'Environnement» ersetzt;

2° die Absätze 2 und 4 werden außer Kraft gesetzt.

Art. 43 - Artikel 14 desselben Gesetzes wird außer Kraft gesetzt.

Art. 44 - In Artikel 37, Absatz 2 desselben Gesetzes werden die Wörter «à cet effet, le comité sollicite l'avis du conseil communal intéressé, donné sur enquête de commodo et incommodo annoncée par voie d'affichage, et l'avis de la députation permanente» durch die Wörter «à cet effet, le comité sollicite l'avis du conseil communal intéressé et procède à une enquête publique selon les modalités définies au Livre I du Code de l'Environnement» ersetzt.

Art. 45 - In Artikel 48 desselben Gesetzes werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter «pendant trente jours dans la commune où le comité a fixé son siège» durch die Wörter «selon les modalités définies au Livre I du Code de l'Environnement» ersetzt;

2° die Absätze 2, 4, 5 und 6 werden außer Kraft gesetzt.

Abschnitt 8 — Dekret vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden

Art. 46 - In Artikel 3, Absatz 1 werden die Wörter «und nach Gutachten eines Ausschusses, den sie einsetzt und der sich aus den betroffenen Parteien zusammensetzt» durch die Wörter «nach Gutachten eines Ausschusses, den sie einsetzt, und nach einer öffentlichen Untersuchung gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuches festgelegten Modalitäten» ersetzt.

Art. 47 - In Artikel 4, § 1, Absatz 2 werden die Wörter «gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuches festgelegten Modalitäten» hinter die Wörter «öffentliche Untersuchung» gesetzt.

Abschnitt 9 — Dekret vom 16. Juli 1985 über die Naturparks

Art. 48 - Artikel 4, § 1, Absatz 4 des Dekrets über die Naturparks wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Innerhalb von zwei Monaten ab der Zustellung nehmen die Gemeinden eine öffentliche Untersuchung gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuches festgelegten Modalitäten vor.“

Art. 49 - Artikel 5, § 3 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3. Das Endgutachten des Studienausschusses wird im Gemeindehaus einer jeden der betroffenen Gemeinden hinterlegt, wo die Einwohner Einsicht nehmen können.

Dieselbe Regel ist im Falle einer Abänderung des Rechtsakts anwendbar, durch den der Naturpark geschaffen wurde.».

Abschnitt 10 — Dekret vom 7. Juli 1988 über die Gruben

Art. 50 - In Artikel 13 des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben werden die Wörter «nach einer gemäß den Modalitäten des Buches I des Umweltgesetzbuches organisierten öffentlichen Untersuchung ausgestellten» vor das Wort «Konzessionsurkunde» gesetzt.

Abschnitt 11 — Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle

Art. 51 - Artikel 26, §§ 1, 2 und 3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird außer Kraft gesetzt.

Abschnitt 12 — Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Art. 52 - Die Artikel 25 bis 29 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden außer Kraft gesetzt.

Art. 53 - Artikel 38 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

Art. 54 - Absatz 7 des Artikels 39 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

Art. 55 - In Artikel 40, § 2, 3^o desselben Dekrets, abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, werden die Wörter «gemäß Artikel 35» gestrichen und die Wörter «gemäß den Modalitäten der Artikel D.29-25 und D.29-26 des Buches I des Umweltgesetzbuches hinter das Wort «Dokuments» gesetzt.

Art. 56 - In Artikel 65, § 1, Absatz 5 desselben Dekrets, werden die Wörter «gemäß den Artikeln 24 bis 26, § 2, Absatz 1 und 27 bis 29» durch die Wörter «gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuches festgelegten Modalitäten» ersetzt.

Art. 57 - Artikel 90 desselben Dekrets, abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 90 - Es wird eine öffentliche Untersuchung gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuches festgelegten Modalitäten organisiert.».

Art. 58 - In Artikel 93, § 4 desselben Dekrets, abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, werden die Wörter «die Artikel 36 und 38» durch die Wörter «Artikel 36» ersetzt und wird das Wort «sind» durch das Wort «ist» ersetzt.

Art. 59 - In Artikel 95, § 2, 3^o desselben Dekrets, abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, werden die Wörter «gemäß dem Artikel 93» durch die Wörter «gemäß den Modalitäten der Artikel D.29-25 und D.29-26 des Buches I des Umweltgesetzbuches ersetzt.

Abschnitt 13 — Dekret vom 4. Juli 2002 über die Steinbrüche und zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Art. 60 - In Artikel 6, Absatz 2 des Dekrets vom 4. Juli 2002 über die Steinbrüche und zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden die Wörter «gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuches festgelegten Modalitäten hinter die Wörter «öffentliche Untersuchung» gesetzt.

Art. 61 - In Artikel 9, § 1, Absatz 1 des Dekrets vom 4. Juli 2002 über die Steinbrüche und zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 4. März 2002 über die Umweltgenehmigung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1^o die Wörter «von fünfzehn Tagen» werden gestrichen;

2^o die Wörter «gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuches festgelegten Modalitäten» werden vor die Wörter «öffentliche Untersuchung» gesetzt.

KAPITEL III — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 62 - Die Verfahren zur Verabschiedung von Rechtsakten betreffend Projekte, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingeleitet wurden, werden durch die am Tag der Einleitung des Verfahrens geltenden Texte geregelt.

Art. 63 - In Abweichung des Artikels D.5-1, § 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches, in seiner durch Artikel 2 des vorliegenden Dekrets abgeänderten Fassung, kann jede Person, die am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets bereits die Funktion des Umweltberaters ausübt, jedoch nicht über das in Artikel D.5-1, § 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnte Diplom, die Ausbildung oder Erfahrung verfügt, diese Funktion weiterhin ausüben, unter der Voraussetzung, an einer Umweltausbildung gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten teilzunehmen.

Art. 64 - Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.
Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, am 31. Mai 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2006-2007.*
Dokumente des Wallonischen Parlaments. — 595 (2006-2007) Nrn. 1 bis 4.
Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 30. Mai 2007.
Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 3001

[C – 2007/27096]

31 MEI 2007. — Decreet betreffende de inspraak van het publiek inzake het leefmilieu (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Richtlijn 2003/35/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 mei 2003 tot voorziening in inspraak van het publiek in de opstelling van bepaalde plannen en programma's betreffende het milieu en, met betrekking tot inspraak van het publiek en toegang tot de rechter, tot wijziging van de richtlijnen 85/337/EEG en 96/61/EG van de Raad, wat betreft de bepaling van gemeenschappelijke regels voor inspraak van het publiek in de opstelling van plannen en programma's betreffende het milieu en in de besluitvorming i.v.m. specifieke activiteiten wordt gedeeltelijk bij dit decreet omgezet.

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de inspraak van het publiek in de opstelling van plannen en programma's betreffende het milieu en in de besluitvorming i.v.m. specifieke activiteiten*

Art. 2. Titel I van deel I van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld met een artikel D.5-1, luidend als volgt :

« Art. D.5-1. § 1. Eén of meer gemeenten kunnen een milieud adviseur in dienst nemen. Die adviseur is een contact- en informatiepersoon bij wie de bevolking terecht kan voor alle vraagstukken i.v.m. milieubescherming.

De milieud adviseur vervult de taken die hem krachtens dit Wetboek worden toegewezen in het kader van de mechanismen inzake inspraak van het publiek in de opstelling van plannen en programma's betreffende het milieu en in de besluitvorming i.v.m. projecten.

§ 2. Elke milieud adviseur is houder van een universitair diploma of van een diploma van het hoger onderwijs van het lange type en heeft een opleiding inzake het leefmilieu gevolgd, of heeft minstens vijf jaar beroepservaring inzake het leefmilieu.

§ 3. De Regering kan binnen de perken van de beschikbare kredieten een toelage toekennen als een gemeente of verschillende aangrenzende gemeenten of een vereniging van gemeenten erom verzoeken met het oog op de indienstneming of de handhaving van de indienstneming van een milieud adviseur. »

Art. 3. Artikel D.6 van Boek I van het Milieuwetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. D.6. In de zin van dit Wetboek wordt verstaan onder :

1° auteur van het plan of van het programma : de overheid die het initiatief neemt tot de opstelling van een plan of programma of, bij gebreke daarvan, de bevoegde overheid;

2° bevoegde overheid : elk al dan niet beraadslagend orgaan, al dan niet met rechtspersoonlijkheid, belast met een openbare opdracht en gemachtigd om hetzij te beslissen over het verzoek tot vergunning van een project, met inbegrip van de overheid die inzake beroepen bevoegd is, hetzij een plan of een programma aan te nemen;

3° 'CWATUP' : het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

4° 'CWEDD': de « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable » (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling), zoals bedoeld in deel II van dit Boek;

5° aangifte : handeling bedoeld in artikel 1, 2°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

6° milieuaangifte : het gedeelte van de beslissing tot aanneming of goedkeuring van een plan of programma of het bij deze beslissing gevoegde document dat de wijze samenvat waarop de milieuoverwegingen in het plan of programma zijn opgenomen en waarop het rapport over de milieubeoordelingen, de waarnemingen en adviezen uitgebracht door de instanties en het publiek na raadpleging ervan in overweging zijn genomen, alsook de redenen van de keuze van het plan of programma zoals aangenomen, rekening houdend met de overige redelijke oplossingen die overwogen werden;

7° aanvrager : de persoon die om de vergunning van een project verzoekt;

8° effectonderzoek : wetenschappelijk onderzoek uitgevoerd door een erkende persoon met als doel voor elk bijzonder geval de rechtstreekse en onrechtstreekse synergische of cumulatieve, permanente en tijdelijke milieueffecten van een project op korte en middenlange termijn op de gepaste wijze te identificeren, te omschrijven en te evalueren en de overwogen maatregelen over te leggen en te evalueren om de negatieve milieueffecten van het project te voorkomen, te beperken en, zo mogelijk, te verhelpen;

9° informatie die door een overheidsinstantie wordt beheerd : milieu-informatie waarover deze overheid beschikt en die zij heeft ontvangen of vastgelegd;

10° « informatie die voor een overheidsinstantie wordt beheerd »: milieu-informatie die in feite in opdracht van een overheidsinstantie door een natuurlijke of rechtspersoon wordt beheerd.

11° milieuinformatie : alle informatie die door een overheidsinstantie wordt beheerd of die voor haar wordt beheerd in geschreven, visuele, auditieve, elektronische of enige andere materiële vorm m.b.t. :

a. de toestand van elementen van het milieu, zoals lucht en atmosfeer, water, bodem, land, landschap en natuurgebieden, met inbegrip van vochtige biotopen, kust- en zeegebieden, biologische diversiteit en de componenten ervan, met inbegrip van genetisch gemodificeerde organismen, alsook de interactie tussen deze elementen;

b. factoren, zoals stoffen, energie, geluid, straling of afval, emissies, lozingen en ander vrijkomen van stoffen in het milieu die de onder a) bedoelde elementen van het milieu aantasten of kunnen aantasten;

c. maatregelen, met inbegrip van de bestuurlijke maatregelen, zoals beleidsmaatregelen, wetgeving, plannen, programma's, milieukoorden en activiteiten die op de onder a) en b) bedoelde elementen en factoren van het milieu een uitwerking hebben of kunnen hebben, alsmede maatregelen of activiteiten ter bescherming van die elementen;

d. verslagen over de toepassing van de milieuwetgeving;

e. kosten-baten- en andere economische analyses en veronderstellingen die worden gebruikt in het kader van de onder c) bedoelde maatregelen en activiteiten;

f. de toestand van de gezondheid en veiligheid van de mens, met inbegrip van de verontreiniging van de voedselketen, indien van toepassing, de levensomstandigheden, het patrimonium, voorzover zij worden of kunnen worden aangetast door de onder a) bedoelde toestand van elementen van het milieu of, via deze elementen, door het genoemde onder b) of c);

12° evaluatienota inzake milieueffecten : document waarin de voornaamste ecologische parameters van het project opgenomen zijn en dat de milieueffecten ervan aan het licht brengt;

13° plannen en programma's : beslissingen, behalve die bedoeld in het 'CWATUP', alsook de wijzigingen ervan, met als doel de bepaling van hetzij een geordende opeenvolging van acties of handelingen die overwogen worden om één of meer specifieke doeleinden inzake de kwaliteit van het leefmilieu te halen, hetzij de bestemming of de regeling voor de bescherming van één meer gebieden of een locatie, o.a. voor het vastleggen van het kader waarin welbepaalde activiteiten ten uitvoer gelegd mogen worden, en die :

a. door een overheid op gewestelijk of plaatselijk niveau uitgewerkt en/of aangenomen worden, of door een overheid uitgewerkt worden om door het Parlement of de Waalse Regering aangenomen te worden;

b. en bij decretale, reglementaire of administratieve bepalingen voorzien worden;

14° milieuvergunning : de beslissing bedoeld in artikel 1, 1°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

15° eenmalige vergunning : de beslissing bedoeld in artikel 1, 12°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

16° project : alle handelingen, activiteiten, werken, bouwen, afbraken, verbouwingen, uitbreidingen of buitendienststellingen van installaties met een wijziging van het leefmilieu als gevolg, waarvan de verwezenlijking door een publiek- of privérechtelijke natuurlijke of rechtspersoon overwogen wordt en aan een voorafgaandelijke vergunning onderworpen is;

17° publiek : één of meer natuurlijke of rechtspersonen, alsmede hun verenigingen, organisaties of groepen.

18° inspraak van het publiek : de mogelijkheid voor het publiek om tijdens een openbaar onderzoek en, desgevallend, de informatie- of overlegvergadering advies uit te brengen, het in aanmerking nemen van de resultaten van die raadpleging van het publiek bij de besluitvorming, alsook het verstrekken van informatie over de beslissing tot aanneming van een plan of programma of tot vergunning van een project;

19° milieueffectrapport : gedeelte van de documentatie over het plan of programma waarin op de desbetreffende milieueffecten aan het licht gebracht worden;

20° niet-technische samenvatting : document met de voornaamste resultaten van het milieueffectonderzoek of -rapport, synthese van de milieueffecten van het plan, programma of project, een voorstelling van de maatregelen overwogen om de negatieve milieueffecten van het project te voorkomen of te verminderen en, zo mogelijk, te verhelpen;

21° systeem voor de beoordeling van de milieueffecten van de plannen en programma's : het opmaken van een milieueffectrapport, het voeren van raadplegingen, het in aanmerking nemen van genoemd rapport bij de besluitvorming, en de inspraak van het publiek;

22° systeem voor de beoordeling van de milieueffecten van de projecten : het geheel van de procedures i.v.m. de decretale en reglementaire bepalingen van dit deel houdende organisatie van het in aanmerking nemen van de milieueffecten van de projecten als beslissingselement vooraleer elke vergunning afgegeven wordt. »

Art. 4. Het opschrift van deel III van Boek I van het Milieuwetboek wordt vervangen door volgend opschrift : « Informatie, bewustmaking en inspraak van het publiek inzake het leefmilieu ».

Art. 5. Deel III van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld met een titel III, luidend als volgt :

« Titel III. — Inspraak van het publiek inzake het leefmilieu

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Afdeling 1. — Indeling van de plannen, programma's en projecten

Art. D.29-1. § 1. Voor de toepassing van deze titel worden de plannen, programma's en projecten die na inspraak van het publiek aangenomen, goedgekeurd of toegelaten worden, met uitzondering van de plannen, schema's en verslagen bedoeld in het CWATUP⁷, alsook de stedelijke of gemeentelijke mobiliteitsplannen in vier categorieën ingedeeld.

§ 2. Categorie A.1 is bestemd voor de volgende plannen of programma's :

- 1° het milieuplan voor de duurzame ontwikkeling bedoeld in artikel D.37;
- 2° de sectorale programma's bedoeld in article D.46, eerste lid;
- 3° de plannen en programma's voor de luchtkwaliteit, aangenomen ter uitvoering van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, die het hele Waalse grondgebied bestrijken;
- 4° de plannen en programma's inzake geluidshinderbestrijding, aangenomen ter uitvoering van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, die het hele Waalse grondgebied bestrijken;
- 5° het plan van de centra voor technische ingraving bedoeld in artikel 24 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
- 6° de milieuovereenkomsten bedoeld in artikel D.82.

§ 3. Categorie A.2 is bestemd voor de volgende plannen of programma's :

- 1° de plannen en programma's die overeenkomstig artikel D.53 aan milieueffectbeoordeling onderworpen worden voor zover ze niet in paragraaf 2 bedoeld worden;
- 2° de plannen en programma's voor de luchtkwaliteit, aangenomen ter uitvoering van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, die niet in paragraaf 2, 3°, bedoeld worden;
- 3° de plannen en programma's inzake geluidshinderbestrijding, aangenomen ter uitvoering van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, die niet in paragraaf 2, 4°, bedoeld worden;
- 4° de natuurparken bedoeld in artikel 1 van het decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken;
- 5° de aanwijzingen en herzieningen van de aanwijzingen van de Natura 2000-gebieden bedoeld in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;
- 6° de declasseringen van de Natura 2000-gebieden bedoeld in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;
- 7° de aanmoedigingszones rondom de Natura 2000-gebieden bedoeld in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

§ 4. Categorie B is bestemd voor :

a. de volgende plannen of programma's :

- 1° de plannen en programma's bedoeld in artikel D.53, § 1, tweede lid, en § 2, tweede lid, die zijn vrijgesteld van de milieueffectbeoordeling;
- 2° de voorkomingsgebieden bedoeld in artikel D.172 van Boek II van het Milieuwetboek;
- 3° de toezichtsgebieden bedoeld in artikel D.175 van Boek II van het Milieuwetboek;
- 4° de voorkomingsgebieden bedoeld in artikel D.177, tweede lid, 1°, van Boek II van het Milieuwetboek die in aanmerking komen voor een beschermingsstatuut op grond van de bijzondere milievereisten waaraan ze onderworpen kunnen worden;
- 5° de programma's tot beperking van de uitstrooiingen bedoeld in artikel D.177 van Boek II van het Milieuwetboek;
- 6° de verklaringen van openbaar nut van installaties voor waterproductie of -distributie of voor de verzameling of sanering van afvalwater bedoeld in artikel D.223 van Boek II van het Milieuwetboek;
- 7° de beslissingen betreffende de indeling van de onbevaarbare waterlopen bedoeld in de artikelen 3 en 4 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;
- 8° de onteigeningsplannen en -besluiten bedoeld in artikel 8 van het decreet van 4 juli 2002 op de groeven en houdende wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- 9° de oprichting van bosreservaten bedoeld in artikel 22 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;
- 10° de plannen voor het beheer van een staatsnatuurreservaat bedoeld in artikel 14 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;
- 11° de inrichtingen bedoeld in titel IV van het Boswetboek;

b. de volgende projecten :

- 1° de projecten onderworpen aan een milieueffectonderzoek overeenkomstig de artikelen D.66, § 2, en D.68, §§ 2 en 3;
- 2° de onderzoeksvergunningen en mijnconcessies bedoeld in de artikelen 6 en 13 van het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;
- 3° de vergunningen voor de ontsluiting van steenberggen bedoeld in artikel 4 van het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenberggen;
- 4° de vergunningen voor het opsporen en het ontginnen van bitumineuze gesteenten, petroleum en brandbare gassen bedoeld in de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit nr. 83 van 28 november 1939 betreffende het opsporen en het ontginnen van bitumineuze gesteenten, van petroleum en van brandbare gassen;
- 5° de verlening van het recht om andermans gronden te bezetten en te ontginnen zoals bedoeld in artikel 6 van het decreet van 4 juli 2002 op de groeven en houdende wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- 6° de machtiging tot uitvoering van buitengewone werken ter verbetering of wijziging van de onbevaarbare waterlopen, zoals bedoeld in de artikelen 11, 12 en 14 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen.

§ 5. Categorie C is bestemd voor de volgende projecten, voor zover ze niet in paragraaf 4, b., 1°, bedoeld worden :

- 1° de projecten onderworpen aan een milieuvergunning in de zin van artikel 1, 1°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- 2° de projecten onderworpen aan een eenmalige vergunning in de zin van artikel 1, 12°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- 3° de projecten waarvoor een beslissing tot wijziging van de specifieke exploitatienormen nodig is in de zin van artikel 65, § 1, eerste lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en die het voorwerp van een openbaar onderzoek moeten uitmaken.

Afdeling 2. — Algemene beginselen inzake de inspraak van het publiek

Art. D.29-2. De inspraak van het publiek bij het uitwerken van milieuplannen en -programma's en de besluitvorming inzake projecten wordt gewaarborgd overeenkomstig deze titel, onverminderd de toepassing van de bepalingen betreffende de toegang tot milieuinformatie.

De bepalingen van deze titel vervangen de modaliteiten inzake de inspraak van het publiek waarin voorzien wordt door de wetgevingen betreffende de plannen, programma's en projecten bedoeld in artikel D.29-1, onder voorbehoud van de toepassing van de bepalingen die voorzien in ruimere modaliteiten inzake de informatieverstrekking aan en de raadpleging van het publiek.

De resultaten van de inspraakprocedure worden behoorlijk in overweging genomen.

Art. D.29-3. Als hetzelfde project krachtens verschillende wetgevingen aan een openbaar onderzoek onderworpen moet worden, wordt er slechts één openbaar onderzoek georganiseerd en, desgevallend, slechts één enkele informatie- of overlegvergadering belegd om aan de vereisten van die wetgevingen te voldoen.

Als het project ressorteert onder verschillende categorieën bedoeld in artikel D.29-1 :

1° worden de modaliteiten inzake de inspraak van het publiek toegepast overeenkomstig de bepalingen van deze titel betreffende de hogere categorie waaronder het project ressorteert;

2° bevat het aan een openbaar onderzoek onderworpen dossier alle stukken die krachtens artikel D.29-17 vereist worden voor elk van de projecten bedoeld in artikel D.29-1.

Art. D.29-4. Voor de plannen en programma's van categorie A.2 bepaalt de Regering, op basis van het milieueffectrapport of, bij gebreke daarvan, op basis van het plan- of programmaontwerp, welke gemeenten, met inbegrip van de gemeente(n) waartoe het plan of programma zich uitbreidt, onder genoemd plan of programma kunnen vallen en op het grondgebied waarvan bijgevolg een openbaar onderzoek uitgevoerd moet worden.

Voor de projecten van categorieën B en C bepaalt de instantie die moet oordelen of de aanvraag volledig is, welke gemeenten, met inbegrip van de gemeente(n) waartoe het plan of programma zich uitbreidt, onder genoemd plan of programma kunnen vallen en op het grondgebied waarvan bijgevolg een openbaar onderzoek uitgevoerd moet worden.

HOOFDSTUK II. — Informatievergadering

Art. D.29-5. § 1. Voor de projecten van categorie B wordt vóór de indiening van de vergunningsaanvraag een informatievergadering belegd.

Voor de projecten van categorie C kan vóór de indiening van de vergunningsaanvraag op initiatief van de aanvrager een informatievergadering belegd worden.

Deze informatievergadering dient :

- 1° om de aanvrager in staat te stellen zijn project over te leggen;
- 2° om het publiek de mogelijkheid te bieden informatie in te winnen en opmerkingen en suggesties i.v.m. het project te formuleren;
- 3° als een effectbeoordeling voorgeschreven wordt overeenkomstig de artikelen D.66, § 2, en D.68, §§ 2 en 3 :
 - om te wijzen op specifieke punten die in het effectonderzoek aangesneden zouden kunnen worden;
 - om technische alternatieven voor te leggen die redelijkerwijs overwogen kunnen worden door de aanvrager en opdat hiermee rekening gehouden wordt bij het uitvoeren van het effectonderzoek.

§ 2. De aanvrager zorgt minstens vijftien dagen vóór de informatievergadering voor de bekendmaking van een bericht dat hoe dan ook de volgende gegevens bevat :

- 1° de identiteit van de aanvrager;
- 2° de aard van het project en de vestigingsplaats ervan;
- 3° het doel van de vergadering zoals aangegeven in paragraaf 1, derde lid;
- 4° de datum, het uur en de plaats van de informatievergadering;
- 5° de personen bij wie en de adressen waarop de informatie verkregen kan worden.

Dit bericht wordt overgemaakt aan de gemeente op het grondgebied waarvan het project uitgevoerd moet worden en bekendgemaakt in twee media die de aanvrager onder de volgende media kiest :

- 1° twee dagbladen die in de streek in omloop gebracht worden;
- 2° een gemeentelijk informatiebulletin als er één bestaat en als het onder de gezamenlijke bevolking verspreid wordt;
- 3° een huis-aan-huis reclameblad;
- 4° een huis-aan-huis informatiefolder verspreid binnen een straal van drie kilometer van de vestigingsplaats van het project.

De aanvrager richt een afschrift van de gepubliceerde berichten aan het gemeentecollege.

Het gemeentecollege laat tot de dag na de informatievergadering een bericht waarin het eerste lid voorkomt aanplakken :

- 1° op de gebruikelijke aanplakplaatsen;
- 2° op vier plaatsen dichtbij de plaats waar het project gevestigd moet worden, langs een openbare berijdbare weg of een doorgangsweg.

§ 3. Als een openbaar onderzoek op het grondgebied van verschillende gemeenten georganiseerd wordt, zijn de paragrafen 1 en 2 van toepassing op elk van de betrokken gemeenten.

§ 4. De Regering bepaalt :

- 1° de modaliteiten voor de informatieverstrekking aan het publiek;
- 2° de modaliteiten voor de organisatie van de informatievergadering;
- 3° welke instanties en administraties op de informatievergadering uitgenodigd worden;
- 4° de modaliteiten volgens dewelke het publiek opmerkingen en suggesties kan formuleren en erom verzoeken kan dat specifieke punten betreffende het project aan het licht gebracht worden, alsook technische alternatieven kan voorleggen die redelijkerwijs door de aanvrager overwogen kunnen worden opdat ze in overweging genomen worden bij de tenuitvoerlegging van het effectonderzoek.

Art. D.29-6. De informatievergadering wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de gemeente. De milieuadviseur of een vertegenwoordiger van de gemeente neemt er het secretariaat van waar en maakt de notulen op. Hij legt ze ter inzage van het publiek en maakt ze binnen dertig dagen na de informatievergadering over aan de bevoegde overheid en aan de aanvrager.

De Regering bepaalt de minimale inhoud van de notulen bedoeld in het eerste lid.

HOOFDSTUK III. — *Openbaar onderzoek*

Afdeling 1. — Maatregelen tot aankondiging van het openbaar onderzoek

Onderafdeling 1. — Aanplakking

Art. D.29-7. § 1. De gemeentecolleges van de gemeenten op het grondgebied waarvan het plan, programma of project zich uitstrekt of die krachtens artikel D.29-4 zijn aangewezen, laten een bericht van openbaar onderzoek aanplakken op het gemeentehuis en op de gebruikelijke aanplakplaatsen.

Voor de projecten, alsook voor de plannen en programma's betreffende locaties die op een kadastraal perceel gelokaliseerd kunnen worden, laten ze bovendien een bericht van openbaar onderzoek op duidelijk zichtbare wijze aanplakken op vier plaatsen dichtbij de plaats waar het project gevestigd moet worden, langs een berijdbare weg of een doorgangsweg.

§ 2. Het bericht van openbaar onderzoek wordt aangeplakt uiterlijk vijf dagen vóór het begin van het openbaar onderzoek en tijdens de hele duur ervan.

Het bevat op zijn minst :

- 1° de identificatie van het plan, programma of project, de opgave van de categorie ervan en de bepaling op grond waarvan het project aan een openbaar onderzoek onderworpen wordt;
- 2° de identificatie van de auteur van het plan of programma of van de aanvrager;
- 3° de begin- en einddatum van het openbaar onderzoek;
- 4° de dagen, de uren en de plaats waarop iedere persoon inzage kan nemen van het dossier;
- 5° de naam en de persoonsgegevens van de persoon die verantwoordelijk is voor de organisatie van de afspraken bedoeld in artikel D.29-16;
- 6° de bestemming aan wie en het adres waar de klachten en opmerkingen gericht kunnen worden en de uiterste verzenddatum ervan;
- 7° de datum, het uur en de plaats van de slotzitting van het openbaar onderzoek;
- 8° de aard van de beslissing tot tussenkomst en de identificatie van de bevoegde overheid;
- 9° in voorkomend geval, het bestaan van een milieueffectonderzoek of -rapport;
- 10° in voorkomend geval, het feit dat het plan, programma of project het voorwerp uitmaakt van een milieueffectbeoordelingsprocedure in grensoverschrijdend verband;
- 11° de overige beschikbare milieuinformatie betreffende het plan, programma of project;
- 12° de naam en persoonsgegevens van de milieuadviseur(s) of, bij gebreke daarvan, van de adviseur(s) inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan een openbaar onderzoek georganiseerd wordt, als ze over een dergelijke adviseur beschikt (beschikken).

§ 3. De vormen van het bericht van openbaar onderzoek worden nader bepaald door de Regering. De Regering kan bepalen welke andere duidingen in het bericht moeten voorkomen.

De Regering kan voorzien in de modaliteiten volgens dewelke de gewestelijke administratie de milieuinformatielijst waarover ze beschikt op gezette tijden aan de gemeenten overmaakt.

Onderafdeling 2. — Informatieverstrekking via email, televisie, radio en geschreven pers

Art. D.29-8. Behalve de aanplakmodaliteiten bedoeld in artikel D.29-7, wordt het openbaar onderzoek ook aangekondigd :

- a. voor de plannen en programma's van categorie A.1, op initiatief van de auteur van het plan of programma :
 - 1° via een bericht in het *Belgisch Staatsblad*;
 - 2° via een bericht op het leefmilieuportaal van de site van het Waalse Gewest
 - 3° en voor de andere plannen en programma's dan de milieuovereenkomsten :
 - via een bericht in minstens drie dagbladen verspreid over het gezamenlijke grondgebied van het Waalse Gewest, waarvan één Duitstalig;
 - via een mededeling die drie keer uitgezonden wordt door de R.T.B.F. en het 'Centre belge pour la radiodiffusion télévision de langue allemande';
- b. voor de plannen en programma's van de categorieën A.2 en B, op initiatief van de auteur van het plan of programma, en voor de projecten van categorie B, op initiatief van de aanvrager :
 - 1° via een bericht op de plaatselijke bladzijden van twee dagbladen met ruime verspreiding in het Waalse Gewest, waarvan minstens één verspreid wordt in elke gemeente op het grondgebied waarvan het openbaar onderzoek georganiseerd wordt; als één van de betrokken gemeenten Duitstalig is, is minstens één van beide dagbladen Duitstalig;
 - 2° via een bericht in een gemeentelijk informatiebulletin of een huis-aan-huis reclameblad dat gratis verspreid wordt onder de bevolking van de gemeenten op het grondgebied waarvan het project, plan of programma zich uitstrekt, als dergelijk bulletin of reclameblad bestaat.

Het bericht wordt ook bekendgemaakt op de Internetsite van betrokken gemeente.

Art. D.29-9. De berichten of mededelingen worden bekendgemaakt of uitgezonden binnen acht dagen vóór het begin van het onderzoek.

Onderafdeling 3. — Kennisgeving

Art. D.29-10. § 1. Voor de projecten van de categorieën B en C geeft het gemeentebestuur van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan het openbaar onderzoek georganiseerd wordt binnen acht dagen na ontvangst van de beslissing waarbij het dossier volledig en ontvankelijk verklaard wordt, schriftelijk en individueel kennis van een advies i.v.m. de indiening van de vergunningsaanvraag en het houden van het openbaar onderzoek aan de eigenaars en bewoners van de gebouwen gelegen in een straal van tweehonderd meter voor de projecten van categorie B en vijftig meter voor de projecten van categorie C, waarbij die straal berekend wordt vanaf de grenzen van het kadastraal perceel/de kadastrale percelen waarop het project betrekking heeft.

De eigenaars krijgen de kennisgeving thuis toegestuurd en op basis van de kadastrale legger die beschikbaar is bij het begin van het onderzoek.

Als de eigenaars en bewoners van de betrokken gebouwen een elektronisch adres voor kennisgevingsdoeleinden aan het gemeentebestuur hebben overgemaakt, kan de in het tweede lid bedoelde kennisgeving aan dat elektronisch adres gericht worden.

§ 2. Het gemeentebestuur van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan het openbaar onderzoek georganiseerd wordt geeft volgens dezelfde modaliteiten kennis van het advies bedoeld in paragraaf 1 aan de houders van rechten die voortvloeien uit erfdiensbaarheden gevestigd door 's mensen toedoen of uit in de aanvraag vermelde conventionele verplichtingen betreffende het grondgebruik die teniet zouden kunnen gaan of gewijzigd zouden kunnen worden als gevolg van de vergunning.

Als de betrokken houders van rechten een elektronisch adres voor kennisgevingsdoeleinden aan het gemeentebestuur hebben overgemaakt, kan de in het tweede lid bedoelde kennisgeving aan dat elektronisch adres gericht worden.

§ 3. Het gemeentebestuur van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan het openbaar onderzoek georganiseerd wordt geeft schriftelijk kennis van het advies bedoeld in paragraaf 1 aan de openbare besturen waaronder een verbindingsweg, een waterloop, een werk of om het even welke inrichting gelegen binnen de in paragraaf 1 bedoelde straal ressorteert.

Als deze besturen over een openbaar elektronisch adres beschikken, kan de kennisgeving aan dat elektronisch adres gericht worden.

Art. D.29-11. § 1. Als een plan, programma of project het voorwerp uitmaakt van een milieueffectrapport of -onderzoek en als de Regering, die overeenkomstig artikel D.56, § 2 beslist, of de overheid die overeenkomstig artikel D.68, § 1 moet nagaan of het aanvraagdossier volledig is, constateert dat het niet te verwaarlozen milieueffecten zou kunnen hebben in een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een andere Staat die het Espoo-Verdrag van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband heeft ondertekend, of als een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een andere Staat die voornoemd Verdrag heeft ondertekend daarom verzoekt, wordt het planontwerp, het programmaontwerp of het vergunningsaanvraagdossier, samen met hetzij het milieueffectrapport, hetzij het effectonderzoek, en eventuele gegevens over de grensoverschrijdende effecten van het dossier, overgemaakt aan de bevoegde overheden van dat ander Gewest, die andere Lidstaat van de Europese Unie of die andere Staat die het Espoo-Verdrag ondertekend heeft.

De Regering kan bepalen :

1° welke instanties het planontwerp, het programmaontwerp of het vergunningsaanvraagdossier zullen overmaken aan de overheden bedoeld in het eerste lid;

2° volgens welke modaliteiten de bevoegde overheden van het Gewest of de Staat die getroffen kunnen worden aan de milieueffectbeoordelingsprocedure kunnen deelnemen;

3° volgens welke modaliteiten de gegevens bedoeld in de artikelen D.29-24 en D.29-25 meegedeeld worden aan de overheden bedoeld het eerste lid.

§ 2. Als een plan, programma of project gelegen op het grondgebied van een ander Gewest, een andere Lidstaat van de Europese Unie of een andere Staat die het Espoo-Verdrag van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband heeft ondertekend niet te verwaarlozen milieueffecten zou kunnen hebben in het Waalse Gewest, worden de gegevens over het plan, programma of project, samen met de effectbeoordelingsdocumenten, die door de bevoegde overheden van dat andere Gewest of van die andere Staat zijn overgemaakt, ter inzage gelegd van het publiek en van de door de Regering aangewezen instanties.

De Regering bepaalt :

1° volgens welke modaliteiten de gegevens bedoeld in het eerste lid ter inzage gelegd worden van het publiek en van de instanties bedoeld in het eerste lid;

2° volgens welke modaliteiten het advies van het publiek en van de geraadpleegde instanties ingewonnen en overgemaakt wordt.

Onderafdeling 4. — Bijkomende bekendmaking

Art. D.29-12. De overheid die bevoegd is om het plan of programma aan te nemen en om de vergunningen m.b.t. de projecten af te leveren, alsook het gemeentecollege van de gemeenten die het openbaar onderzoek organiseren, kunnen gebruik maken van elke bijkomende vorm van bekendmaking en raadpleging binnen de voorgeschreven beslissingstermijnen.

Afdeling 2. — Openbaar onderzoek

Art. D.29-13. § 1. Het openbaar onderzoek duurt :

1° vijfenveertig dagen voor de plannen en programma's van de categorieën A.1 en A.2;

2° dertig dagen voor de plannen, programma's of projecten van categorie B;

3° vijftien dagen voor de projecten van categorie C.

Als de laatste dag van het openbaar onderzoek een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt het verlengd tot de eerstkomende werkdag.

§ 2. Het openbaar onderzoek wordt geschorst tussen 16 juli en 15 augustus en tussen 24 december en 1 januari.

Deze schorsing heeft als gevolg de verlenging van :

1° de termijnen waarin de geraadpleegde instanties advies moeten uitbrengen;

2° de termijnen waarin de ambtenaren of administraties hun onderzoeks- of syntheseverslag moeten overmaken;

3° de termijn waarin de bevoegde overheid het plan of programma moet aannemen en haar vergunning aan de aanvrager moet afgeven of sturen.

Afdeling 3. — Modaliteiten voor de toegang tot informatie in het kader van het openbaar onderzoek

Art. D.29-14. § 1. Onverminderd artikel D.29-15, bevat het aan openbaar onderzoek onderworpen dossier het plan- of programmaontwerp of de vergunningsaanvraag.

Het dossier bevat in voorkomend geval :

- 1° de originele milieueffectbeoordeling of een afschrift ervan dat voor eensluidend verklaard is door de auteur;
- 2° het originele milieueffectonderzoek of een afschrift ervan dat voor eensluidend verklaard is door de auteur, vergezeld van de niet-technische samenvatting;
- 3° het originele milieueffectrapport of een afschrift ervan dat voor eensluidend verklaard is door de auteur;
- 4° de originele aanvulling van het milieueffectonderzoek of de milieueffectbeoordeling of een afschrift ervan dat voor eensluidend verklaard is door de auteur;
- 5° een afschrift van de opmerkingen en voorstellen geformuleerd in het kader van de informatievergadering bedoeld in artikel D.29-5, alsook de notulen bedoeld in artikel D.29-6;

6° een afschrift van de adviezen, opmerkingen en voorstellen geformuleerd overeenkomstig de regelgeving die van toepassing is. Deze adviezen, opmerkingen en voorstellen worden na ontvangst ervan door de bevoegde overheid door haar opgenomen in het aan het openbaar onderzoek onderworpen dossier of overgemaakt aan de gemeente(n) op het grondgebied waarvan het openbaar onderzoek georganiseerd wordt om opgenomen te worden in het dossier dat het voorwerp uitmaakt van het openbaar onderzoek.

§ 2. De Regering kan voor elk van de plannen, programma's of projecten bedoeld in artikel D.29-1 bepalen uit welke documenten, naast die bedoeld in paragraaf 1, het aan het openbaar onderzoek onderworpen dossier samengesteld is.

Art. D.29-15. Als een vergunningsaanvraag betreffende een project van categorie B of C ingediend wordt, beslist de instantie die moet nagaan of de aanvraag volledig is of het past bepaalde gegevens aan het openbaar onderzoek te onttrekken op grond van de motieven en criteria inzake de beperking van het recht op toegang tot de informatie van artikel D.19 en de artikelen 6 en 9 van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur.

Het aan een openbaar onderzoek onderworpen aanvraagdossier vermeldt het feit dat de instantie die moet oordelen of die aanvraag volledig is, beslist heeft bepaalde gegevens aan het onderzoek te onttrekken.

Art. D.29-16. Vanaf de aankondiging tot de afsluiting van het openbaar onderzoek kan het dossier dat het voorwerp uitmaakt van het openbaar onderzoek gratis ingekeken worden op het gemeentebestuur van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan het onderzoek georganiseerd wordt.

Het dossier bedoeld in het eerste lid ligt ter inzage op de kantooruren alsook één dag per week tot twintig uur of op zaterdagochtend.

Als de raadpleging op een werkdag na zestien uur of op zaterdagochtend plaatsvindt, maakt de persoon die inzage van het dossier wenst te nemen uiterlijk vierentwintig uur op voorhand een afspraak bij de milieud adviseur of, bij gebreke daarvan, bij het gemeentecollege of de daartoe afgevaardigde gemeentebeambte. Bij gebrek aan afspraak mag de dienstwaarneming afgeschaft worden.

Art. D.29-17. Elke persoon kan uitleg over het plan, programma of project verkrijgen bij de milieud adviseur of, bij gebreke daarvan, bij het gemeentecollege of de daartoe afgevaardigde gemeentebeambte.

Art. D.29-18. Klachten en opmerkingen worden vóór het afsluiten van het onderzoek of de dag van de sluitingszitting per fax, email, als de gemeente daartoe een adres heeft vastgelegd, of per gewone post verzonden of aan de milieud adviseur, het gemeentecollege of de daartoe afgevaardigde gemeentebeambte overgelegd.

Op straffe van nietigheid worden de verzendingen per post of fax gedateerd en getekend terwijl elektronische verzendingen duidelijk geïdentificeerd en gedateerd worden.

Geschreven klachten en opmerkingen worden eveneens op afspraak ingezameld door de milieud adviseur of, bij gebreke daarvan, het gemeentecollege of de daartoe afgevaardigde gemeentebeambte, die ze op papier zet en vóór het afsluiten van het onderzoek aan het gemeentecollege overmaakt.

Art. D.29-19. Op de laatste dag van het openbaar onderzoek organiseert een lid van het gemeentecollege of een daartoe afgevaardigde gemeentebeambte een sluitingszitting waarop iedereen die het wenst gehoord wordt. De zitting wordt voorgezeten door de milieud adviseur of, bij gebreke daarvan, het gemeentecollege of de daartoe afgevaardigde gemeentebeambte. Laatsgenoemde maakt binnen vijf dagen na afsluiting van het openbaar onderzoek proces-verbaal van afsluiting op waarin hij melding maakt van de geformuleerde opmerkingen en commentaren en tekent het.

Afdeling 4. — Vervangingsbevoegdheid

Art. D.29-20. Als de gemeente niet voldoet aan de verplichtingen inzake de organisatie van het openbaar onderzoek, kan de Regering of haar afgevaardigde bij gewoon schrijven een gemotiveerde waarschuwing aan betrokken gemeentecollege richten waarin het gewezen wordt op de nog te nemen maatregelen en op de termijn waarin het die moet nemen, en waarin het zijn houding moet rechtvaardigen.

Als het geen gevolg geeft aan de waarschuwing, kan de Regering of haar afgevaardigde zich volgens de modaliteiten die door de Regering bepaald kunnen worden, in de plaats van de gemeente stellen en alle nuttige maatregelen treffen in plaats van de gemeentelijke overheden.

HOOFDSTUK IV. — Bekendmaking betreffende de beslissing

Art. D.29-21. De beslissing tot aanneming of goedkeuring van een plan of programma van de categorieën A.1 en A.2, de milieuaangifte en de vastgelegde opvolgingsmaatregelen worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op het leefmilieuportaal van de site van het Waalse Gewest, alsook op de site van de betrokken gemeente(n) wat betreft de plannen en programma's van categorie A.2.

De gemeente of de Regering kan beslissen over elke bijkomende vorm van bekendmaking.

Art. D.29-22. § 1. De beslissing tot aanneming of goedkeuring van een plan of programma van categorie B wordt bekendgemaakt via een bericht in het *Belgisch Staatsblad* en op het leefmilieuportaal van de site van het Waalse Gewest.

§ 2. De beslissing tot aanneming of goedkeuring van een plan of programma van categorie B en de beslissing van de bevoegde overheid betreffende een project van categorie B of C zijn het voorwerp van een bericht dat gedurende twintig dagen op de gebruikelijke aanplakplaatsen aangeplakt wordt in de gemeente(n) op het grondgebied waarvan het openbaar onderzoek georganiseerd wordt.

Voor projecten van categorie B of C wordt het bericht bovendien duidelijk zichtbaar aangeplakt op het bij het project betrokken goed.

Dat bericht vermeldt :

1° het voorwerp van de beslissing;

2° de plaats(en) waar de beslissing ter inzage ligt, de voorwaarden die er eventueel gepaard mee gaan, de motieven en overwegingen waarop ze berust, met inbegrip van de informatie over het proces van inspraak van het publiek en, desgevallend, de omschrijving van de voornaamste maatregelen tot voorkoming, vermindering en, zo mogelijk, compensering van de aanzienlijke negatieve effecten;

3° het bestaan van een milieuaangifte als ze vereist wordt;

4° de opvolgingsmodaliteiten als de beslissing betrekking heeft op een plan of programma dat aan het milieueffect rapport onderworpen is;

5° de uren waarop de beslissing ter inzage ligt, minstens één werkdag per week tot twintig uur of zaterdagochtend op afspraak. Het bericht vermeldt ook dat, als de raadpleging plaatsvindt op een werkdag na zestien uur of op zaterdagochtend, de persoon die het dossier wenst in te kijken uiterlijk vierentwintig uur op voorhand afspraak moet maken bij de milieud adviseur of, bij gebreke daarvan, het gemeentecollege of de daartoe afgevaardigde gemeente-beambte;

6° het adres van de door de Regering aangewezen instantie of overheid waar de beroepen ingediend kunnen worden, alsook de desbetreffende vormen en termijnen;

7° het recht voor iedere persoon om inzage te nemen van het dossier bij de diensten van de bevoegde overheid, overeenkomstig de bepalingen van titel I van deel III van Boek I van het Milieuwetboek.

De aanplakking wordt door het gemeentecollege uitgevoerd binnen tien dagen na :

1° hetzij de aanneming van de beslissing als de overheid die beslist heeft de gemeente is;

2° hetzij de kennisgeving van de beslissing aan de gemeente in de andere veronderstellingen;

3° hetzij het verstrijken van de termijnen waarin de bevoegde overheid haar beslissing moet verzenden als een juridisch gevolg aan de verstrijksdatum gebonden is § 3. De beslissing tot aanneming of goedkeuring van een plan of programma van categorie B, alsook de milieuaangifte en de vastgelegde opvolgingsmaatregelen en de beslissing van de bevoegde overheid betreffende een project van categorie B of C worden door de bevoegde overheid meegedeeld aan.

1° de gemeente(n) op het grondgebied waarvan het openbaar onderzoek georganiseerd wordt;

2° aan de aanvrager en de instanties die de Regering aanwijst;

3° aan de administraties en overheden die geraadpleegd werden in het kader van de procedure tot behandeling van de aanvraag.

De kennisgeving bedoeld in het eerste lid, 2°, gebeurt bij ter post aangetekend schrijven of door elk ander dateringsmiddel.

De kennisgeving bedoeld in het eerste lid, 1° en 3°, gebeurt per gewone post of per email. De informatie bedoeld in het tweede lid wordt met dezelfde middelen toegestuurd.

Voor de plannen of programma's van categorie B vindt de kennisgeving plaats binnen tien dagen na hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Voor de projecten van categorie B of C vindt de kennisgeving plaats binnen tien dagen na de beslissing, onder voorbehoud van de toepassing van de bepalingen die in andere kennisgevings-termijnen voorzien.

Art. D.29-23. Als een plan of programma het voorwerp uitmaakt van een aanneming of een stilzwijgende weigering bij gebrek aan aanneming of weigering van de Regering binnen de voorgeschreven termijnen, wordt, op initiatief van de Regering, hetzij het bericht waarbij de bevoegde overheid de stilzwijgende goedkeuring van het plan of programma constateert, hetzij het bericht waarbij vastgesteld wordt dat het plan geacht wordt geweigerd te zijn in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Als het project bij gebrek aan uitdrukkelijke beslissing van de bevoegde overheid binnen de voorgeschreven termijnen geacht wordt geweigerd of toegekend te zijn, bepaalt het bericht bedoeld in artikel D.29-22 dat hetzij de aanvraag geweigerd wordt, hetzij de beslissing geacht wordt toegekend te zijn, waarbij melding wordt gemaakt van het document waarin de beslissing vastligt, alsook van de informatie bedoeld in paragraaf 2, 2°, 5°, 6° en 7°.

Art. D.29-24. Gedurende de hele aanplakperiode kan de beslissing of het document waarin ze vastligt, met inbegrip van de milieuaangifte en de vastgelegde opvolgingsmaatregelen bedoeld in artikel D.29-22, § 2, derde lid, 3° en 4°, ingekeken worden volgens de modaliteiten bedoeld in artikel D.29-16.

Na afloop van de aanplaktermijn maakt de burgemeester een attest op ter bevestiging van de aanplakking.

HOOFDSTUK V. — *Begeleidingscomité*

Art. D.29-25. Voor de projecten van categorie B of C kan de bevoegde overheid bovenop de vergunning eisen dat een begeleidingscomité opgericht wordt.

Het begeleidingscomité is een orgaan waarbinnen de aanvrager, de overheid en de bevolking samspraak kunnen houden over een toegelaten project.

Het kan op eigen initiatief of op verzoek advies uitbrengen aan de bevoegde overheid.

Art. D.29-26. Het begeleidingscomité is samengesteld uit :

1° vertegenwoordigers van elke gemeente waar een openbaar onderzoek voor het betrokken project is georganiseerd;

2° vertegenwoordigers van de bevoegde overheid en de betrokken administraties;

3° vertegenwoordigers van de plaatselijke bevolking, alsook deskundigen of vertegenwoordigers van verenigingen die ze uitnodigen;

4° vertegenwoordigers van de aanvrager.

De toelating vermeldt het aantal vertegenwoordigers per groep.

De milieud adviseur(s) van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan een openbaar onderzoek is georganiseerd zijn lid van rechtswege van het begeleidingscomité.

De vertegenwoordigers van elke groep zijn zelfstandig en mogen met geen andere groep verbonden zijn, noch persoonlijk noch als bloedverwant tot de vierde graad.

Het comité kan voorgezeten worden door één van zijn leden of door een vertegenwoordiger van de dienst die er het secretariaat van waarneemt.

Art. D.29-27. Het opgerichte begeleidingscomité neemt tijdens zijn eerste vergadering een huishoudelijk reglement aan.

Het reglement bevat o.a. :

- 1° de oproepingsmodaliteiten;
- 2° de modaliteiten voor de opstelling en de kennisgeving van de agenda;
- 3° de modaliteiten betreffende het verloop van de vergaderingen;
- 4° de periodiciteit van de vergaderingen.

De notulen van elke vergadering van het begeleidingscomité worden door de voorzitter van het comité opgesteld. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigings- en slotbepalingen*

Afdeling 1. — Boek I van het Milieuwetboek

Art. 6. In artikel D.10 van Boek I van het Milieuwetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 16 maart 2006, worden de bewoordingen « informatie, raadpleging en participatie van de bevolking en het nabuurschap » vervangen door de bewoordingen « inspraak van het publiek ».

Art. 7. In art. D.11. van Boek I van het Milieuwetboek worden de definities 3° tot 6° opgeheven.

Art. 8. Artikel D. 19, § 2, tweede lid, van Boek I van het Milieuwetboek, gewijzigd bij het decreet van 16 maart 2006, wordt vervangen door volgend lid :

« De overheid mag een aanvraag niet weigeren :

1° als ze betrekking heeft op een dossier dat aan een openbaar onderzoek onderworpen wordt overeenkomstig de artikelen D.29.14 en D.29.15

2° of als ze betrekking heeft op informatie over milieuemissies, om één van de redenen bedoeld in paragraaf 1, a., d., f., g. en h. ».

Art. 9. In artikel D.41 van Boek I van het Milieuwetboek worden de bewoordingen « gedurende dertig dagen aan een openbaar onderzoek. De gemeentelijke overheden stellen de bevolking hiervan in kennis. Zij zamelen de opmerkingen van de bevolking in en zenden ze, eventueel met hun gemotiveerde adviezen, door naar de Regeringen » worden vervangen door de bewoordingen « aan een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten van titel III van deel III van dit Wetboek ».

Art. 10. In artikel D. 43 van Boek I van het Milieuwetboek worden het derde en het vierde lid opgeheven.

Art. 11. Artikel D.49 van Boek I van het Milieuwetboek wordt vervangen als volgt:

« Art. D.49. Voor de toepassing van dit deel wordt verstaan onder « vergunning » :

- a. de milieuvergunningen en de eenmalige vergunningen;
- b. de vergunningen verleend krachtens de artikelen 84, 89 en 127 van het 'CWATUP';
- c. de vergunningen voor de ontsluiting van de steenberggen, afgegeven krachtens het decreet van 9 mei 1985 met betrekking tot de ontsluiting van steenberggen;
- d. de door de Regering opgesomde bestuurshandelingen, genomen overeenkomstig wetten, decreten en reglementen, waarbij beslist wordt een project of een deel ervan uit te voeren of te laten uitvoeren. ».

Art. 12. In art. D.57 van Boek I van het Milieuwetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de bewoordingen « van minstens zestig dagen » vervangen door de bewoordingen « volgens de modaliteiten van titel III van deel III van dit Wetboek »;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 13. Artikel D.58 van Boek I van het Milieuwetboek wordt opgeheven.

Art. 14. Het tweede en het derde lid van artikel D. 60 van Boek I van het Milieuwetboek worden opgeheven.

Art. 15. In paragraaf 3 van artikel D.61 van Boek I van het Milieuwetboek, gewijzigd bij het decreet van 10 november 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bewoordingen « , een openbaar onderzoek » worden geschrapt;

2° punt 1° wordt opgeheven;

3° punt 2° wordt punt 1° en punt 3° wordt punt 2°.

Art. 16. In artikel D.70 van Boek I van het Milieuwetboek worden tussen de woorden « ruimtelijke ordening » en « als » de bewoordingen « bedoeld in artikel 1 van het 'CWATUP' » ingevoegd.

Art. 17. Artikel D.71 van Boek I van het Milieuwetboek wordt opgeheven.

Art. 18. In artikel D.72 van Boek I van het Milieuwetboek worden tussen de bewoordingen « ruimtelijke ordening » en « of » de bewoordingen « bedoeld in artikel 1 van het 'CWATUP' » ingevoegd.

Art. 19. Artikel D.74 van Boek I van het Milieuwetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 10 november 2006, wordt vervangen als volgt :

« Art. D.74. De projecten die het voorwerp zijn van een effectonderzoek worden aan een openbaar onderzoek onderworpen volgens de modaliteiten van titel III van deel III van dit Wetboek. ».

Art. 20. Artikel D.75 van Boek I van het Milieuwetboek wordt opgeheven.

Art. 21. Artikel D.76 van Boek I van het Milieuwetboek, gewijzigd bij het decreet van 10 november 2006, wordt opgeheven.

Art. 22. Artikel D.77 van Boek I van het Milieuwetboek wordt opgeheven.

Art. 23. In artikel D.86 van Boek I van het Milieuwetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid van paragraaf 2 wordt vervangen door volgend lid :

« Het ontwerp van milieuovereenkomst wordt aan een openbaar onderzoek onderworpen volgens de modaliteiten van titel III van deel III van dit Wetboek. »;

2° het tweede en het derde lid van paragraaf 2 worden opgeheven.

3° paragraaf 4 wordt opgeheven.

Afdeling 2. — Boek II van het Milieuwetboek

Art. 24. In artikel D.172, § 2, eerste lid, van Boek II van het Milieuwetboek worden de bewoordingen « na een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten van Boek I van het Milieuwetboek » na de woorden « door de Regering » ingevoegd.

Art. 25. In artikel D.175, § 1, van Boek II van het Milieuwetboek worden de bewoordingen « na een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten van Boek I van het Milieuwetboek » na het woord « vestigingsmodaliteiten » ingevoegd.

Art. 26. In art. D.177, tweede lid, van Boek II van het Milieuwetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° worden in fine de bewoordingen « , na een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten van Boek I van het Milieuwetboek » ingevoegd;

2° in punt 2° worden in fine de bewoordingen « , na een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten van Boek I van het Milieuwetboek » ingevoegd.

Art. 27. In artikel D.223 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid van paragraaf 1 wordt het woord « onderzoek » vervangen door de bewoordingen « een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten van Boek I van het Milieuwetboek ».

2° in punt 1° van paragraaf 3 worden de bewoordingen « de onderzoeken uit te voeren door de overheid die de aanvragen in ontvangst neemt » geschrapt.

Afdeling 3. — Wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

Art. 28. In artikel 19 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de cijfers « 3, 4, 8, 10, 11, 12, 13, 14 et 18 » vervangen door de cijfers « 8 en 13 ».

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt volgend lid ingevoegd :

« De overeenkomstig de artikelen 3, 4, 11, 12 en 14 te nemen beslissingen worden voorafgegaan door een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek ».

Afdeling 4. — Wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet

Art. 29. In artikel 6 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de bewoordingen « Die stukken worden gedurende dertig dagen ter inzage neergelegd in het gemeentehuis van de gemeenten waarin de in het kavelplan opgenomen goederen zijn gelegen » vervangen door de bewoordingen « Die stukken worden aan een openbaar onderzoek onderworpen volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek ».

2° het tweede en het vierde lid worden opgeheven;

3° in het derde lid, dat het tweede lid wordt, worden de bewoordingen « van die neerlegging » vervangen door de bewoordingen « van het openbaar onderzoek ».

Art. 30. In artikel 7 van dezelfde wet worden het eerste en het tweede lid opgeheven.

Art. 31. In artikel 9 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de bewoordingen « in het gemeentehuis van de gemeenten waarin de binnen de blokgrens opgenomen goederen zijn gelegen; ieder belanghebbende mag er inzage van nemen » vervangen door de bewoordingen « volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek »;

2° in het tweede lid worden de bewoordingen « dat dit laatste slechts een termijn van vijftien dagen bestrijkt en » geschrapt.

Art. 32. In artikel 21 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de bewoordingen « ten gemeentehuize van die gemeente waarin het betrekkelijk grootste gedeelte van het blok is gelegen, of ten zetel van het comité » vervangen door de bewoordingen « volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek ».

2° in het eerste lid worden de bewoordingen « van artikel 6, tweede en vierde lid, alsmede de bepalingen » geschrapt;

3° in het tweede lid worden de bewoordingen « van de neerlegging » vervangen door de bewoordingen « van het openbaar onderzoek ».

Art. 33. In artikel 24 van dezelfde wet worden de bewoordingen « een onderzoek de commodo et incommodo, aangekondigd door aanplakking » vervangen door de bewoordingen « een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek. ».

Art. 34. In artikel 35 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de bewoordingen « gedurende dertig dagen op het gemeentehuis van de gemeenten op het grondgebied waarvan op het in het blok opgenomen gedeelte gelegen is dat relatief het grootste is » vervangen door de bewoordingen « volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek ».

2° in het eerste lid worden de bewoordingen « van artikel 6, tweede en vierde lid, alsook de bepalingen » geschrapt;

3° in het tweede lid worden de bewoordingen « van de indiening » vervangen door de bewoordingen « van het openbaar onderzoek ».

Art. 35. In artikel 42 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden de bewoordingen « gedurende dertig dagen ter inzage neergelegd ten gemeentehuize van die gemeente waarin het betrekkelijk grootste gedeelte van het blok is gelegen of ten zetel van het comité » vervangen door de bewoordingen « aan een openbaar onderzoek onderworpen volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek ».

2° in het eerste lid worden de bewoordingen « van artikel 6, tweede en vierde lid, evenals de bepalingen » geschrapt.

Afdeling 5. — Wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud

Art. 36. Artikel 14 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wordt aangevuld met volgend lid :

« Het bijzonder beheerplan wordt onderworpen aan de modaliteiten voor inspraak van het publiek inzake het leefmilieu waarin het Milieuwetboek voorziet ».

Art. 37. Artikel 22 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wordt aangevuld met volgend lid :

« De inrichting van de bosreservaten wordt onderworpen aan de modaliteiten voor inspraak van het publiek inzake het leefmilieu waarin Boek I van het Milieuwetboek voorziet »;

Art. 38. In artikel 25 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 december 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden alsook van de wilde fauna en flora, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 3, tweede lid, wordt aangevuld als volgt : « Ze wordt onderworpen aan de modaliteiten voor inspraak van het publiek inzake het leefmilieu waarin het Milieuwetboek voorziet ».

2° paragraaf 4, derde lid, wordt vervangen door volgend lid :

« Het declasseringsbesluit wordt onderworpen aan de modaliteiten voor inspraak van het publiek inzake het leefmilieu waarin het Milieuwetboek voorziet »;

3° paragraaf 4 wordt opgeheven;

4° paragraaf 5, derde lid, wordt vervangen door volgend lid :

« Het declasseringsbesluit wordt onderworpen aan de modaliteiten voor inspraak van het publiek inzake het leefmilieu waarin het Milieuwetboek voorziet »;

5° paragraaf 5, vierde lid, wordt opgeheven;

6° paragraaf 6 wordt opgeheven.

Art. 39. In artikel 26 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 december 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden alsook van de wilde fauna en flora, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Het aanwijzingsbesluit wordt onderworpen aan de modaliteiten voor inspraak van het publiek inzake het leefmilieu waarin Boek I van het Milieuwetboek voorziet »;

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de bewoordingen « Binnen een maand vanaf de kennisgeving van het aanwijzingsbesluit aan de eigenaren en de gebruikers, » vervangen door de bewoordingen « Binnen de maand van de bekendmaking van het aanwijzingsbesluit in het *Belgisch Staatsblad* krachtens de openbaarheid van de beslissingen waarin Boek I van het Milieuwetboek voorziet ».

Afdeling 6. — Wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne

Art. 40. In artikel 19 van de wet van 10 juli 1978 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door volgend lid :

« Het provinciaal comité onderwerpt de lijsten en tabellen waarin artikel 18 voorziet aan een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek »;

2° het tweede en het derde lid worden opgeheven.

Art. 41. In artikel 45, eerste lid, van dezelfde wet wordt de tweede zin vervangen door volgende zin : « Te dien einde verzoekt het provinciaal comité de betrokken gemeenteraden om advies en gaat het over tot een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek. ».

Afdeling 7. — Wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken

Art. 42. In artikel 13 van de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de bewoordingen « gedurende dertig dagen ter inzage neergelegd in de gemeenten waar het comité zijn zetel gevestigd heeft » vervangen door de bewoordingen « ter inzage gelegd volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek »;

2° het tweede en het vierde lid worden opgeheven.

Art. 43. Artikel 14 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 44. In artikel 37, tweede lid, van dezelfde wet worden de bewoordingen « te dien einde vraagt het comité het advies van de betrokken gemeenteraad, dat wordt gegeven na een onderzoek de commodo et incommodo, aangekondigd door aanplakking, en het advies van de bestendige deputatie » vervangen door de bewoordingen « te dien einde verzoekt het comité de betrokken gemeenteraad om advies en gaat het over tot een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek ».

Art. 45. In artikel 48 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de bewoordingen « gedurende dertig dagen ter inzage neergelegd ten zetel van het comité » vervangen door de bewoordingen « ter inzage gelegd volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek »;

2° het tweede, vierde, vijfde en zesde lid worden opgeheven.

Afdeling 8. — Decreet van 9 mei 1985 met betrekking tot de ontsluiting van steenberg

Art. 46. In artikel 3, eerste lid, worden de bewoordingen « en nadat het advies van een Commissie, die ze opricht en die uit de betrokken partijen bestaat werd ingewonnen » vervangen door de bewoordingen « na advies van een Commissie die ze instelt en na openbaar onderzoek volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek ».

Art. 47. In artikel 4, § 1, tweede lid, worden na de woorden « openbaar onderzoek in » de bewoordingen « volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek » ingevoegd.

Afdeling 9. — Decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken

Art. 48. Artikel 4, § 1, vierde lid, van het decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken wordt vervangen als volgt :

« Binnen twee maanden na de kennisgeving gaan de gemeenten over tot een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek ».

Art. 49. Artikel 5, § 3, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 3. Het eindadvies van het studiec comité wordt neergelegd op het gemeentehuis van ieder van de betrokken gemeenten waar het ter inzage ligt van de inwoners.

Dezelfde regel is toepasselijk in geval van wijziging van de handeling waarbij het natuurpark is opgericht. ».

Afdeling 10. — Decreet van 7 juli 1988 op de mijnen

Art. 50. In artikel 13 van het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen worden de bewoordingen « afgegeven na een openbaar onderzoek georganiseerd volgens de modaliteiten van Boek I van het Milieuwetboek » na de bewoordingen « akte van mijnbouwvergunning » ingevoegd.

Afdeling 11. — Decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen

Art. 51. Artikel 26, §§ 1, 2 en 3, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen wordt opgeheven.

Afdeling 12. — Decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Art. 52. De artikelen 25 tot 29 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden opgeheven.

Art. 53. Artikel 38 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 54. Het tweede lid van artikel 39 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 55. In artikel 40, § 2, 3°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, worden de bewoordingen « overeenkomstig artikel 35 » geschrapt en worden de bewoordingen « overeenkomstig de modaliteiten van de artikelen D.29-25 en D.29-26 van Boek I van het Milieuwetboek » na de bewoordingen « of van het daarmee gelijkgestelde stuk, » ingevoegd.

Art. 56. In article 65, § 1, vijfde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « de artikelen 24 tot 26, § 2, eerste lid, en 27 tot 29, » vervangen door de woorden « volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek ».

Art. 57. Artikel 90 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 90. Er wordt een openbaar onderzoek georganiseerd volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek. ».

Art. 58. In artikel 93, § 4, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, worden de bewoordingen « de artikelen 36 en 38 » vervangen door de bewoordingen « artikel 36 » en worden de woorden « zijn van toepassing » vervangen door de woorden « is van toepassing ».

Art. 59. In artikel 95, § 2, 3°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, worden de bewoordingen « overeenkomstig artikel 93 » vervangen door de bewoordingen « overeenkomstig de modaliteiten van de artikelen D.29-25 en D.29-26 van Boek I van het Milieuwetboek ».

Afdeling 13. — Decreet van 4 juli 2002 op de steengroeven
en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Art. 60. In artikel 6, tweede lid, van het decreet van 4 juli 2002 op de steengroeven en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden na de woorden « openbaar onderzoek » de bewoordingen « volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek » toegevoegd.

Art. 61. In artikel 9, § 1, eerste lid, van het decreet van 4 juli 2002 op de steengroeven en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bewoordingen « dat veertien dagen duurt » worden geschrapt;

2° de bewoordingen « volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek » worden na de woorden « door de onteigenende instantie wordt ingesteld » ingevoegd.

HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 62. De procedures tot aanneming van handelingen betreffende projecten, opgestart vóór de inwerkingtreding van dit decreet, worden geregeld door de teksten die van kracht zijn de dag waarop de procedure is opgestart.

Art. 63. In afwijking van artikel D.5-1, § 2, van Boek I van het Milieuwetboek, zoals gewijzigd bij artikel 2 van dit decreet, mag elke persoon die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet een functie van milieuadviseur uitoefent zonder diploma, vorming of ervaring bedoeld in artikel D.5-1, § 2, van Boek I van het Milieuwetboek die functie blijven uitoefenen voor zover hij een milieuoopleiding volgt volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

Art. 64. Dit decreet treedt in werking op de datum die de Regering bepaalt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 31 mei 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Waals Parlement. — 595 (2006-2007) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 30 mei 2007.

Bespreking – Stemmingen.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 3002

[C – 2007/31292]

8 MARS 2007. — Arrêté du Collège réuni
relatif aux acteurs financiers

Le Collège réuni,

Vu loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment les articles 69 et 79;

Vu l'ordonnance du 21 novembre 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, notamment les articles 24, 44, 53 et 67;

Vu le protocole n° 2006/20 du Comité de Secteur XV du 20 décembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 novembre 2006;

Vu l'accord des Membres du Collège réuni, compétents pour les Finances et le Budget, donné le 21 novembre 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 janvier 2007, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 3002

[C – 2007/31292]

8 MAART 2007. — Besluit van het Verenigd College
betreffende de financiële actoren

Het Verenigd College,

Gelet op de op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen, inzonderheid op de artikelen 69 en 79;

Gelet op de ordonnantie van 21 november 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, inzonderheid op de artikelen 24, 44, 53 en 67;

Gelet op het protocol nr. 2006/20 van het Sectorcomité XV van 20 december 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 november 2006;

Gelet op het akkoord van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Financiën en de Begroting, gegeven op 21 november 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 29 januari 2007 in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;